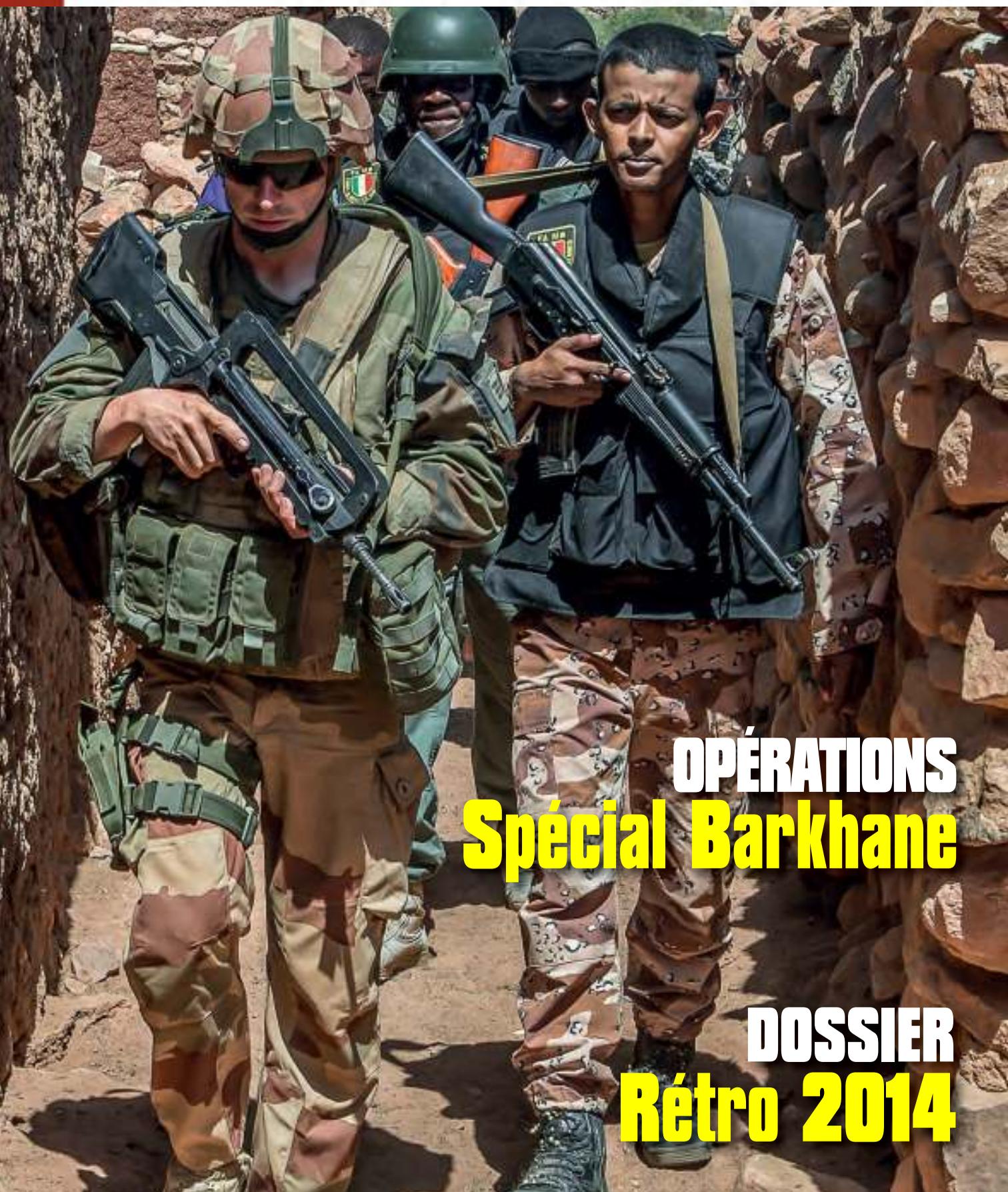


ARMÉES D'AUJOURD'HUI



OPÉRATIONS
Spécial Barkhane

DOSSIER
Rétro 2014

ARMÉES D'AUJOURD'HUI

5 Jean-Marc Todeschini, secrétaire d'État aux Anciens Combattants et à la Mémoire

OPERATIONS

6 Irak : Chammal renforce sa flotte

8 Barkhane : mission d'envergure du Sahel au Sahara

18 Treize ans de présence en Afghanistan

ENJEUX

24 Judiciarisation des opérations

FOCUS REFORME

26 La Marine de demain s'affiche à Euronaval

28 Louvois : 2014, une année d'efforts et de mobilisation

FOCUS DEFENSE

30 Quand le Cosmos surveille l'espace

34 L'hôpital Bégin à l'épreuve d'Ebola

DOSSIER

38 La rétrospective 2014

DETOURS

56 Culture. L'art en première ligne

60 Portrait. Au service des autres

62 Histoire. Londres, capitale de la mystification

66 Kiosque

VALEURS D'HIER ET D'AUJOURD'HUI

ÉDITORIAL



RÉMI CONNAN@DICO

Les retraits en 2014 du Kosovo et de l'Afghanistan n'ont pas entraîné un repli de la France sur elle-même, au contraire. À l'heure du bilan de fin d'année, les armées françaises sont en première ligne en Afrique, au Moyen-Orient, dans l'océan Indien, partout où la responsabilité de la France lui commande de prouver sa solidarité.

Ce numéro fait le point sur Barkhane, dans la bande sahélo-saharienne, qui succède à Serval au Mali. Face à une menace étendue, la réponse se fait régionale dans une coopération renforcée avec nos partenaires africains. La même coopération accompagne l'opération Sangaris en RCA, un an après son déclenchement.

Les forces françaises sont également mobilisées pour aider la Guinée face au virus Ebola et pour prêter main-forte à l'Irak face à la menace terroriste avec l'opération Chammal. Elles sont aussi présentes dans les mesures de réassurance des pays d'Europe du nord et de l'est face à la crise ukrainienne qui fait partie de notre environnement stratégique immédiat. Ces opérations sont mises à l'honneur par les innombrables visites du ministre de la Défense, Jean-Yves Le Drian, mais aussi du président de la République et du Premier ministre.

Armées d'Aujourd'hui fait le point sur ces opérations où les soldats français, porteurs des valeurs d'engagement et de dévouement, assument les risques et perdent certains des leurs au champ d'honneur.

Ces valeurs ont été rappelées au fil des commémorations : 6 juin, 15 août, bataille de la Marne, 11 novembre. D'une guerre à l'autre, la république et la démocratie sont sauvées par ces valeurs : courage, volonté, sacrifice et fraternité d'armes. La Défense a été entièrement mobilisée autour des commémorations du 70^e et du 100^e anniversaire des deux guerres mondiales. Un travail d'organisation mené à bien, avec le concours des armées, par les équipes coordonnées par le secrétaire d'État aux Anciens Combattants et à la Mémoire. Cette réussite a été en 2014 celle de Kader Arif ; son successeur, Jean-Marc Todeschini, a pris le relais et prépare la campagne des commémorations de 2015 que nous vous présenterons ici.

Pierre Bayle, directeur de la Délégation à l'information et à la communication de la Défense



ARMÉES D'AUJOURD'HUI. **Directeur de la publication** : Pierre Bayle. **Chef du département rédactions** : lieutenant-colonel (air) Antoine Plantard. **Rédacteur en chef** : lieutenant-colonel (terre) Olivier Destefanis. **Rédacteur en chef adjoint** : capitaine (terre) Flora Cantin (01 44 42 33 18). **Secrétaire générale de rédaction** : Sybille Prenel. **Secrétaires de rédaction** : Yves Le Guludec, Patrice Mayon (Key Graphic). **Directrice artistique** : Micheline Jérôme (Key Graphic). **Chef des reportages** : adjudant (air) Lionel Gioda (53 52). **Rédaction** : Paul Hessenbruch (55 05), Éléonore Krempff (44 35), lieutenant de vaisseau (marine) Sandra Lewinski (40 04), Samantha Lille (47 27), aspirant (marine) Camille Martin (46 29), capitaine (air) Laetitia Perier (45 83), Loïc Picard (44 53). **Prestations extérieures** : Jean-Claude Jaeger, SGA. **Service photo** : Jean-Jacques Chatard (46 98), maréchal des logis-chef (terre) Rym Senoussi (48 40). **Service icono** : Christophe Deyres (48 35), Carole Vennin (45 09). **Chef de fabrication** : Thierry Lepsch : 01 53 42 87 79. **Photogravure** : Key Graphic. **Impression** : Groupe Maury Imprimeur. **Routage** : EDIACA. **Dépôt légal** : février 2003. DicoD – Case 33 – 1, place Joffre – 75700 Paris SP 07. **N° ISSN** : 0338 - 3520. **Abonnement payant (ECPAD)** : 01 49 60 52 44. routage-abonnement@ecpad.fr. **Diffusion - abonnement gratuit** : sergent-chef (air) Ebtissam Bellamou : 01 44 42 40 07. ebtissam.bellamou@intradef.gouv.fr. **Contact publicité (ECPAD)** : Christelle Touzet : 01 49 60 58 56/regie-publicitaire@ecpad.fr. **Couverture** : EMA/Armée de Terre.

ARMÉES D'AUJOURD'HUI

Jean-Marc Todeschini, secrétaire d'État aux Anciens Combattants et à la Mémoire

C'est pour moi un honneur et une grande fierté de revenir au sein d'un ministère que je connais bien, que j'affectionne tout particulièrement, et où j'ai rempli les fonctions de chef de cabinet pendant quatre années aux côtés du secrétaire d'État, Jean-Pierre Masseret. Le monde combattant a changé. Les défis à relever ne sont plus les mêmes. Mais les politiques de mémoire, de reconnaissance et de réparation doivent être animées d'une même ambition : préparer l'avenir. Aussi, je m'apprête aujourd'hui, avec autant de convictions et fort de mon expérience passée, à servir le monde combattant qui a tant donné pour notre pays, mais aussi à poursuivre une politique mémorielle renouvelée à l'occasion du 70^e anniversaire des années 1944 et 1945.

Nous aurons à valoriser les lieux de mémoire qui sont les témoignages de demain. Nous aurons à rendre hommage aux résistants et aux victimes des camps de l'horreur. Nous aurons à nous recueillir, dans le silence du respect des morts. Nous aurons aussi à mettre à l'honneur les survivants et à célébrer leur courage et leur esprit de sacrifice. Nous aurons à leur donner la parole pour qu'ils nous offrent des témoignages précieux, qui leur survivront. L'année 2015 sera celle de l'hommage de la nation à toute une génération de combattants en train de s'éteindre. En rendant cet hommage, nous valorisons et célébrons les combattants d'aujourd'hui, ceux qui continuent de s'engager par-delà nos frontières pour préserver un idéal de paix pour lequel tant de leurs aînés sont tombés.

Je veux saluer l'engagement de nos soldats d'aujourd'hui en opérations extérieures pour qui j'ai la plus grande admiration et je veux leur dire l'honneur et la fierté que je ressens à travailler aux côtés du ministre de la Défense, Jean-Yves Le Drian, pour m'assurer de la juste reconnaissance de la nation.

Elle doit être celle de toutes les Françaises et de tous les Français, mais plus encore celle de la jeunesse invitée depuis des mois à mesurer l'héritage de paix et de liberté arraché au prix de grandes souffrances.

En tant qu'ancien instituteur, je mesure parfaitement les enjeux pour la jeune génération, celle qui n'a pas connu la guerre.

« *Les transformations profondes de la société française nous font un devoir impérieux de veiller au salut de notre jeunesse* », écrivait le ministre de l'Éducation nationale Jean Zay dans les années 1930. Jean Zay qui fera son entrée au Panthéon le 27 mai 2015, en cette journée nationale de la Résistance.

Quatre-vingts ans après, cette phrase demeure criante d'actualité. Nous aurons ces prochains mois une occasion supplémentaire de témoigner de ce lien indéfectible entre la Défense et l'Éducation nationale. C'est notamment autour de l'enjeu de la transmission de la mémoire et de l'éveil des consciences citoyennes que ces deux institutions de la République aiment se retrouver.

Aussi, je veillerai à préserver et à nourrir le lien intergénérationnel pour que la jeunesse de notre pays, forte et fière de son histoire, avance vers l'avenir avec confiance. ■



© JACQUES ROBERT

Biographie

Né le 12 mars 1952 à Longwy, en Meurthe-et-Moselle. Jean-Marc Todeschini est le fils d'une mère au foyer et d'un père immigré italien travaillant dans une usine sidérurgique.

1971 : intègre l'Éducation nationale comme instituteur. Il deviendra maître formateur, directeur d'école d'application puis inspecteur de l'Éducation nationale.

1983 : entre au conseil municipal de Talange. Il est premier adjoint au maire de 1983 à 1989 puis adjoint chargé des affaires scolaires de 1994 à 2014. Il est également président de la communauté de communes du sillon mosellan de 2008 à 2012.

1997 : chef de cabinet du secrétaire d'État aux Anciens Combattants jusqu'en 2001.

2001 : élu sénateur de Moselle. Il est réélu en 2011.

21 novembre 2014 : secrétaire d'État aux Anciens Combattants et à la Mémoire.

Irak

Chammal renforce sa



n flotte

Près de quinze jours après son appareillage de Toulon, la frégate antiaérienne *Jean Bart* est entrée fin octobre dans le golfe arabo-persique, rejoignant les forces déployées dans l'opération Chammal. Le 28, elle intégrait la Task Force 50, commandée par le contre-amiral Grady, commandant le porte-avions américain *USS Carl Vinson*. Le *Jean Bart* y assure deux missions : le commandement de la zone de défense aérienne au profit du *Coordination Air Operation Center* américain et le commandement de la défense aérienne du groupe aéronaval constitué autour du porte-avions américain. Lors d'une escale à Djibouti, des marins américains ont embarqué sur la frégate française pour y installer des systèmes de communication permettant de dialoguer directement avec les centres de commandement alliés. En parallèle, fin octobre, les avions de la force Chammal poursuivaient les missions d'appui aérien au profit des troupes terrestres irakiennes engagées contre le groupe terroriste autoproclamé État islamique, ou Daech. À plusieurs reprises, au cours de missions de reconnaissance armée, les Rafale ont détruit des cibles d'opportunité comme un véhicule 4x4 militaire blindé Humvee utilisé par des terroristes et un bâtiment transformé en point d'appui par des éléments de Daech en train de prendre à partie des combattants irakiens. Ce dernier a été détruit par deux bombes de nouvelle génération de type armement air-sol modulaire (AASM). Tiré à distance de sécurité et autonome, l'AASM atteint une cible fixe ou mobile avec une très haute précision, de jour comme de nuit, et par tous les temps. La France a également participé à un raid massif aux côtés des forces de la coalition afin de détruire des fabriques de bombes et d'armes appartenant à Daech. Le 27 octobre, un avion radar E3F Awacs intégrait les opérations aériennes de la coalition. Les militaires français de Chammal contribuent aux actions de la coalition en poursuivant leurs missions de reconnaissance armée et de renseignement au profit des forces armées irakiennes. L'opération mobilise désormais près de 700 militaires, incluant une partie des effectifs prépositionnés en permanence dans la région. Parmi eux, une trentaine est intégrée au sein des états-majors américains et irakiens pour veiller à la coordination des actions en cours. ■

Flora Cantin

Mission d'envergure du Sahel au Sahara





Ambitieuse, l'opération Barkhane lancée le 1^{er} août a pris le relais de Serval et élargi le terrain d'action des forces françaises à l'ensemble de la bande sahélo-saharienne pour répondre à la menace terroriste dans la région. Un véritable défi opérationnel et logistique relevé par les 3 000 soldats français qui travaillent aux côtés des armées nationales des pays du G5 Sahel et de la Minusma.

PAR CAMILLE MARTIN - PHOTOS : EMA/ARMÉE DE TERRE

La coopération au cœur du dispositif

Les forces françaises, qui interviennent à l'échelle régionale à la demande des pays du G5 Sahel, travaillent en étroite coopération avec les armées nationales burkinabé, malienne, mauritanienne, nigérienne et tchadienne. Parmi les objectifs de Barkhane : faire de ces pays les acteurs principaux de la lutte contre les terroristes.

Trois mille soldats français répartis sur cinq États et conduits par un poste de commandement unique. L'opération Barkhane, lancée le 1^{er} août dans la bande sahélo-saharienne (BSS), s'inscrit pleinement dans une nouvelle approche régionale qui permet de répondre à la menace terroriste dans la zone et aux modes d'action des groupes armés terroristes (GAT), qui se jouent des frontières dans la région du Sahel.

Barkhane marque une véritable rupture avec l'opération Serval. « Cette dernière était centrée sur le Mali. Barkhane a pris en compte la dimension régionale de la menace terroriste, explique le colonel Renaud, chef du

J3 au sein du poste de commandement interarmées de théâtre de N'Djamena. *Les groupes armés terroristes s'affranchissent des frontières et profitent de l'immensité de la zone d'action qui s'étend sur des milliers de kilomètres.* »

Créé à l'initiative des chefs d'État du Burkina Faso, du Mali, de la Mauritanie, du Niger et du Tchad, le G5 Sahel coordonne les politiques de développement et de sécurité de ses membres. Dans ce cadre, les dirigeants de ces cinq pays ont souhaité l'aide de la France pour lutter contre les GAT. « Nous devons, en plein accord avec les partenaires du G5 Sahel, répondre par une approche régionale contre cet ennemi qui est commun. La



La Minusma, un partenaire privilégié

La Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali, Minusma, a été créée le 25 avril 2013 par la résolution 2100 du Conseil de sécurité des Nations unies, en relève de la Misma, la Mission internationale de soutien au Mali. Elle regroupe plus de 8000 casques bleus et a pour mission de protéger la population et d'appuyer une réconciliation nationale pour le rétablissement de l'autorité de l'État malien sur tout son territoire. La Minusma est un partenaire privilégié de la force Barkhane lorsque celle-ci entreprend des actions.



Plus de 400 militaires issus des forces de défense et de sécurité du Mali, de la force française Barkhane et de la Minusma ont participé du 12 au 19 octobre à l'opération Piana. Celle-ci a été déclenchée pour contrôler la région du Gourma, au Mali, qui abritait de nombreux groupes armés terroristes.

coopération est donc au cœur de Barkhane », souligne le colonel Renaud. Cette collaboration se retrouve au sein même des missions conduites par les militaires français, qui travaillent côte à côte avec les forces armées nationales et la Minusma (Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali).

Missions coup de poing et de harcèlement

Une occupation du terrain via trois points d'appui permanents et des bases avancées temporaires, des actions coups de poing, des missions de harcèlement et de contrôle de zone, des objectifs de renseignement et une action dans la troisième dimension avec les frappes aériennes : Barkhane ne pourrait pas se concevoir sans cette dimension interarmées, qui démultiplie son efficacité opérationnelle. Le but est d'être performant dans la durée. Les forces françaises doivent suffisamment affaiblir les GAT pour stabiliser la BSS et ainsi aider les

États dans leur mission de sécurisation de leur territoire. En parallèle, les détachements d'appui et de liaison opérationnelle apportent leur aide aux forces armées maliennes et à la Minusma. « *Pour Barkhane, il est important d'alterner trois types de mission*, commente le général de division Jean-Pierre Palasset, commandant de la force. *Sur les zones de flux de circulation terroriste, nous réalisons des actions de type coup de poing : nous devons, en quelques heures, amener les bonnes capacités au bon endroit et au bon moment. Le deuxième type de mission consiste à harceler en permanence les GAT là où ils sont, notamment dans le Nord-Mali, au cœur du massif du Tigharghar. Ces deux premiers types d'action sont menés sur des zones dangereuses. Enfin, nous menons avec nos partenaires, que ce soit la Minusma ou les forces armées locales, un troisième genre de mission consistant à développer avec eux un partenariat élargi afin qu'ils puissent être les acteurs principaux dans* ■■■



■■■ *Le cadre de la problématique terroriste sur ce territoire sahélo-saharien. »*

Les zones frontalières sont au cœur de la planification opérationnelle conjointe entre les pays du G5 Sahel et Barkhane. « la force de cette opération réside dans le fait de savoir mener différents types d'opérations, seul ou avec nos partenaires, dans un temps court comme dans le temps long », souligne le général Palasset.

Cette approche régionale impose à Barkhane un théâtre d'opération immense, la bande sahélo-saharienne équivalant à neuf fois la France. Les distances représentent donc un défi permanent. « Nous devons commander des troupes qui sont à des milliers de kilomètres. Nous utilisons donc des moyens de communication modernes

comme la visioconférence en images sécurisées pour ne pas risquer d'intrusion de nos adversaires potentiels, explique le colonel Renaud. Nous possédons également des moyens informatiques fournis par les transmissions qui nous permettent de communiquer 24 heures sur 24 via des espaces de messageries instantanées de type "tchat", cryptés donc très sécurisés. »

Enjeu logistique face à l'immensité

À travers les gigantesques espaces du Sahel, l'importance des flux logistiques, enjeu permanent pour toute opération militaire, est encore plus prégnante. Climat exigeant pour les hommes, terrain éprouvant pour les matériels, élongation des routes d'approvisionnement placent

en effet cette fonction opérationnelle au cœur des préoccupations du commandement. Pour maîtriser ces flux, les ressources sont réparties en deux fuseaux, est et ouest. L'opération Barkhane bénéficie de trois Spod (*sea port of debarkation*), Dakar, Abidjan et Douala, et de deux Apod (*air port of debarkation*), Niamey et N'Djamena.

Routier ou aérien, chaque mouvement logistique est conduit comme une opération à part entière avec une planification rigoureuse qui permet le ravitaillement constant des bases logistiques interarmées de théâtre et des bases avancées temporaires en matériels, carburant et ressources vitales. Pour faire face aux distances, les bataillons logistiques constituent le bras armé de l'opération Barkhane. Un par fuseau, ils parcourent jusqu'à 1,5 million de kilomètres durant leur mandat de quatre mois.

Trois mille soldats français répartis sur cinq États, le défi est immense, mais comme le souligne le commandant de la force Barkhane : « *Sur un territoire d'une telle superficie nous devons faire face avec nos partenaires du G5 Sahel et la Minusma. Seuls, c'est impossible.* » ■

N'Djamena, d'Épervier à Barkhane

Le camp Kosseï, situé à proximité de la capitale tchadienne, accueillait depuis 1986 le poste de commandement de la force Épervier, ainsi que les multiples détachements français qui se sont succédé dans le cadre de cette opération. Destinée à protéger les intérêts et les ressortissants français, Épervier travaillait également en coopération avec les forces armées et de sécurité tchadiennes, en leur apportant un soutien logistique. Aujourd'hui, l'emprise de Kosseï constitue le point d'appui des forces stationnées dans le fuseau est. C'est également à Kosseï que se situe le poste de commandement interarmées de théâtre de l'opération.



Le centre opérations interarmées de Barkhane est implanté sur la base aérienne Kosseï de N'Djamena, au Tchad.



Des militaires français et maliens sécurisent un village lors de l'opération Piana, au Nord-Mali, qui s'est déroulée du 12 au 19 octobre dans la région de Gourma.

Barkhane en appui des forces maliennes

Lors de l'opération de contrôle de zone Piana, des soldats du Groupement tactique désert ouest ont appuyé une compagnie de la garde nationale malienne. Objectifs : rassurer les habitants, récolter des renseignements et mener des fouilles.

Assis à l'ombre d'un arbre, après un thé de bienvenue et les formules de politesse habituelles, des soldats maliens et français arrivés dans la matinée discutent avec un chef du village entouré de ses conseillers. Ces militaires réalisent une patrouille dans le cadre de Piana, une opération se déroulant au Nord-Mali, dans la région du Gourma, qui réunit environ 200 soldats des forces françaises et 200 hommes de l'armée malienne pour un contrôle de zone. Visites de villages et fouilles de points d'intérêt, le Groupement tactique désert du fuseau ouest (GTD ouest) de la force Barkhane doit aider et appuyer une compagnie de la garde nationale malienne de Gossi, qui mène cette opération.

Dans cette zone touchée par le manque d'eau potable, la présence de groupes armés met la sécurité des habitants en danger. « Je suis fatigué d'avoir peur. Je reçois des menaces par téléphone du Mujao [Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest]. Je veux plus de sécurité pour les miens », confie le chef de village à ses visiteurs. Les forces maliennes prennent tous les renseignements qui leur sont fournis avant de donner au chef un numéro de téléphone qui lui permettra de garder le contact avec l'armée malienne. « Si vous avez des problèmes, ou bien des renseignements particuliers qui pourraient

nous aider, n'hésitez pas à nous contacter », insiste le lieutenant Hassan, commandant d'unité de la garde nationale malienne, qui dirige la patrouille. L'officier malien réalise ici sa deuxième mission aux côtés des forces françaises. « La première fois, c'était dans le cadre de Serval. Mais cette opération est différente, car nous sommes leaders. Barkhane nous aide en nous conseillant lors des différentes missions. »

Rétablir le contact

« Il s'agit pour eux de reprendre contact avec la population, de leur montrer qu'ils sont présents et qu'ils sont là pour assurer la sécurité, explique le capitaine Nicolas, de l'escadron d'aide à l'engagement du GTD

ouest. Lorsque nous arrivons dans un village, les forces maliennes offrent quelques cadeaux, du tabac et des dattes au chef. Ensuite, nous procédons à des questions d'usage. Nous demandons si tout se passe bien ou s'ils rencontrent des difficultés, notamment de sécurité. J'ai pour tâche de présenter mon homologue malien, le lieutenant Hassan, pour que la

« Je reçois des menaces par téléphone du Mujao. Je veux plus de sécurité pour les miens. »

population sache à qui s'adresser en cas de problème. La mission est différente à chaque village. Le plus souvent, cela se passe très bien : un bon contact s'établit d'entrée. Mais, dans certaines localités, il faut y aller bien plus tranquillement. »





« Ce matin, nous avons pour objectif de fouiller une zone indiquée par nos services de renseignement. »

Ci-dessus : un chef d'escadron du 1^{er} régiment de chasseurs et son homologue malien font un point sur la mission de sécurisation du jour.

En haut, à droite : prise de contact avec les représentants d'un village.

Ci-contre : des soldats du Groupement tactique désert ouest sécurisent le hameau pendant que les forces armées maliennes s'entretiennent avec les villageois.

En bas, à gauche : de retour à la base opérationnelle avancée mise en place par les logisticiens, les véhicules font le plein de carburant. Le travail va débiter pour les mécaniciens qui doivent remettre les véhicules en état.

En bas, au centre : briefing de nuit dans un véhicule blindé pour préparer la mission du lendemain.

En bas, à droite : des sapeurs du 19^e régiment du génie inspectent une zone suspecte au détecteur électromagnétique portable de mines.

©EMARMIÉE DE TERRE





■ ■ ■ La conversation achevée, il est temps pour la patrouille de repartir. Un soleil de plomb et pas un souffle d'air, les organismes souffrent. Au plus chaud de la journée, la température dépasse les 40 °C. La poussière et le sable soulevés par les blindés s'immiscent partout. Alors que la nuit tombe, les hommes du GTD ouest rentrent sur la base opérationnelle avancée mise en place plus tôt dans la journée par les éléments logistiques. Carburant, ration et eau, l'heure est au ravitaillement qui prévoit quotidiennement douze litres d'eau par soldat. Pour les mécaniciens, le plus gros du travail commence. Toutes les réparations des véhicules doivent être effectuées en temps et en heure pour permettre le bon déroulement des missions du lendemain. Avec les longues distances à parcourir et un terrain abrasif, le matériel mérite les plus grandes attentions. Pour les militaires du GTD ouest, Piana représente une bonne préparation pour les opérations à venir, qui seront plus longues et se dérouleront dans un environnement encore plus exigeant.

Arbres et tas de sable comme points de repère

« Ce matin, nous avons pour objectif de fouiller une zone indiquée par nos services de renseignement », annonce le lieutenant Jérôme, du 19^e régiment du génie. Appuyés par les forces françaises et maliennes, les éléments du génie se mettent en place. « Dans un paysage comme celui-ci, nous faisons très attention aux arbres qui sont au milieu d'un découvert ou aux tas de sable recouverts de branchages, car ils représentent des points de repère ou des caches pour les terroristes, y compris de nuit. » Dans cette zone, les conclusions de la recherche sont positives : aucun groupe terroriste n'a investi cette position pour y dissimuler du matériel.

Mais l'opération n'est pas terminée et de nombreuses autres missions – zones de fouille, villages à visiter – attendent le GTD ouest, toujours en coopération avec les forces armées maliennes. Les véhicules blindés poursuivent leur progression. « Quand on voit les enfants, et même des adultes, qui nous applaudissent ou nous font des signes, on se dit que les mandats précédents ont fait du bon travail, explique le maréchal des logis Valentin, du 1^{er} régiment de chasseurs. Nous devons tout faire pour que la population ait toujours confiance en nous et cela passe par la qualité de notre travail. » ■

Treize ans de présence française en Afghanistan

Fin décembre, les 250 militaires français encore présents sur le sol afghan quitteront ce pays, la mission de la force internationale d'assistance à la sécurité arrivant à son terme. Depuis 2001, 70 000 soldats français y ont été projetés. La rédaction revient sur les temps forts de cette opération et rend hommage aux 89 soldats français tombés sur ce théâtre extérieur.

PAR LE LIEUTENANT-COLONEL OLIVIER DESTEFANIS ET LA CAPITAINE FLORA CANTIN



16094 0036



Ci-dessus : en décembre 2001, le porte-avions *Charles-de-Gaulle*, qui croisait en Méditerranée, met le cap sur l'océan Indien avec un groupe aéronaval.

En haut à droite : des mécaniciens remettent un Rafale en condition sur la base de Kandahar, en février 2009.

Ci-contre : un chef de groupe du 35^e régiment d'infanterie riposte à un tir d'insurgés pendant une opération de sécurisation menée au sud de Tagab, dans la province de Kapisa, à l'automne 2010.

Ci-dessous : en mai 2011, des soldats français de l'*Operational Mentoring and Liaison Team K2* effectuent une mission d'accompagnement et de conseil auprès d'une compagnie afghane lors de la sécurisation de la *highway 7*, axe reliant Kaboul à Peshawar, au Pakistan.

En bas à droite : en juillet 2013, un enfant afghan grièvement blessé dans un accident de la route est soigné à l'hôpital médico-chirurgical de Kaboul, sous commandement français depuis mars 2010.





©EMA/ECPAD - ©EMA/DICOD - ©EMA/ARMÉE DE TERRE - ©EMA/ARMÉE DE TERRE

Le 11 septembre 2001, l'Amérique est le théâtre d'attentats meurtriers revendiqués par Al-Qaïda. La Maison-Blanche engage alors une opération contre le régime afghan des talibans, suspecté de porter assistance à l'organisation terroriste. Le président de la République Jacques Chirac apporte son soutien aux États-Unis, engageant la France dans deux opérations en Afghanistan : *Enduring Freedom*, conduite par les Américains, et celle de l'*International Security Assistance Force* (Isaf), la force internationale d'assistance à la sécurité, menée sous mandat de l'ONU.

Un engagement rapide

Début décembre, un groupe aéronaval constitué autour du *Charles-de-Gaulle* est envoyé dans l'océan Indien, pendant qu'une compagnie renforcée du 21^e régiment d'infanterie de marine est déployée à Mazar-e Sharif, au nord de Kaboul. À la fin du mois, le bataillon français (Batfra) est déployé sur l'aéroport international de Kaboul dans le cadre de l'Isaf, marquant ainsi le début de l'opération Pamir. En 2003, des forces spéciales complètent le dispositif dans le sud-est de l'Afghanistan (Kandahar puis Nangarhar). Cette même année, l'Isaf passe sous commandement de l'Otan, remplaçant un système de commandement tournant par nation.

Les étapes importantes

2006 constitue une année charnière pour l'opération. En août est créée la première région de commandement de l'Isaf, la *Regional Command Capital*, dont la France prend le commandement. Lors du sommet de l'Otan de Riga en novembre, le président de la République annonce l'adaptation du dispositif français avec le renforcement du Batfra et la mise en place d'un détachement d'hélicoptères à Kaboul. Le maintien d'un détachement d'avions de combat à Douchanbé, au Tadjikistan, est aussi décidé. Ce dernier rejoindra la base de Kandahar, au sud de Kaboul, en septembre 2007.

La fin de 2009 marque également une étape importante avec le transfert d'autorité du *Regional Command Capital* de la France à la Turquie et la création de la Task Force La Fayette. L'ensemble des unités de l'Isaf alors implantées en Kapisa et en Surobi passe sous commandement d'un état-major de brigade armé par la France. Cet état-major est placé sous l'autorité américaine du commandement régional est. La Task Force La Fayette travaille alors en étroite coopération avec l'administration, l'armée, la police, les autorités et la population locales. Au printemps 2010, le contingent français atteint son effectif le plus élevé : 4 000 soldats et

150 gendarmes sont déployés. Pour renforcer la protection et la capacité feu des unités, les VBCI sont utilisés pour la première fois au printemps.

Vers l'autonomie des forces afghanes

La nécessité de former les forces de sécurité afghanes se fait sentir dès 2002, entraînant la création de la mission Épidote pour la formation de l'armée nationale afghane (ANA). Plus de 21 000 militaires afghans ont été ainsi formés par la France. Dans le même esprit, en 2006 est mise en place la première OMLT – *Operational Mentoring and Liaison Team* – française, auprès de l'état-major du 201^e corps de l'armée nationale afghane. Ces équipes, intégrées dans les unités opérationnelles de l'ANA, accompagnent et conseillent les soldats afghans dans leurs missions d'instruction ou de combat. En mai 2007, l'*Afghan Commando School* est ouverte, à laquelle participent des instructeurs des forces spéciales françaises. Pour assurer une transition vers l'autonomie des forces afghanes, un partenariat opérationnel est mis en place en juin 2011 entre les unités de la Task Force La Fayette et la 3^e brigade du 201^e corps de l'ANA. Le dispositif de conseillers français au sein des unités afghanes, plus autonomes, est réorganisé : les groupements tactiques interarmes français et les bataillons afghans sont « binômés » pour conduire les opérations. En parallèle, le début du retrait des troupes françaises est annoncé dans le cadre de la montée en puissance des forces afghanes, du lancement du processus de transition et du début de retrait des contingents alliés. Ce partenariat ouvre dès le mois d'octobre sur les premiers retraits de soldats français du pays.

Une implication humanitaire

Les armées françaises contribuent aussi à d'importantes actions humanitaires. C'est le cas lorsque la France prend le commandement, en mars 2010, de l'hôpital médico-chirurgical de Kaboul, premier établissement construit par l'Otan sur un théâtre d'opération, avec pour mission d'assurer l'appui sanitaire des forces de la coalition. Au 30 juin dernier, cette structure a assuré 55 000 consultations – dont 70 % au profit de la population afghane –, 5 000 interventions chirurgicales et 900 évacuations de patients. Fin 2014 correspond au départ des derniers soldats français du pays, mais l'engagement des armées auprès du peuple afghan se poursuivra dans le cadre du traité d'amitié et de coopération franco-afghan signé le 27 janvier 2012. Sur le plan militaire, il prévoit notamment la présence de coopérants français en Afghanistan et des stages pour les Afghans dans les écoles militaires françaises. ■

In memoriam

2004 : caporal **Murat Yagci**, 1^{er} RPIMa, 1^{re} classe **Thierry Jean Baptiste**, 3^e RH; maréchal des logis **Simah Kingue Eithel Abraham**, 3^e RH.

2005 : caporal **Alan Karsanov**, 2^e REI; caporal-chef **Cédric Crupel**, 1^{er} RPIMa.

2006 : premier maître **Loïc Lepage**, Forfusco (commando Trépel); 1^{re} classe **Kamel Elward**, 17^e RGP; adjudant-chef **Joël Gazeau**, 1^{er} RPIMa; caporal-chef **David Poulain**, 1^{er} RPIMa; premier maître **Frédéric Pare**, Forfusco; caporal-chef **Sébastien Planelles**, CPA 10.

2007 : adjudant-chef **Pascal Correia**, 1^{er} RCP; maréchal des logis **Stéphane Rieu**, 1^{er} RHP; adjudant-chef **Laurent Pican**, 13^e BCA.

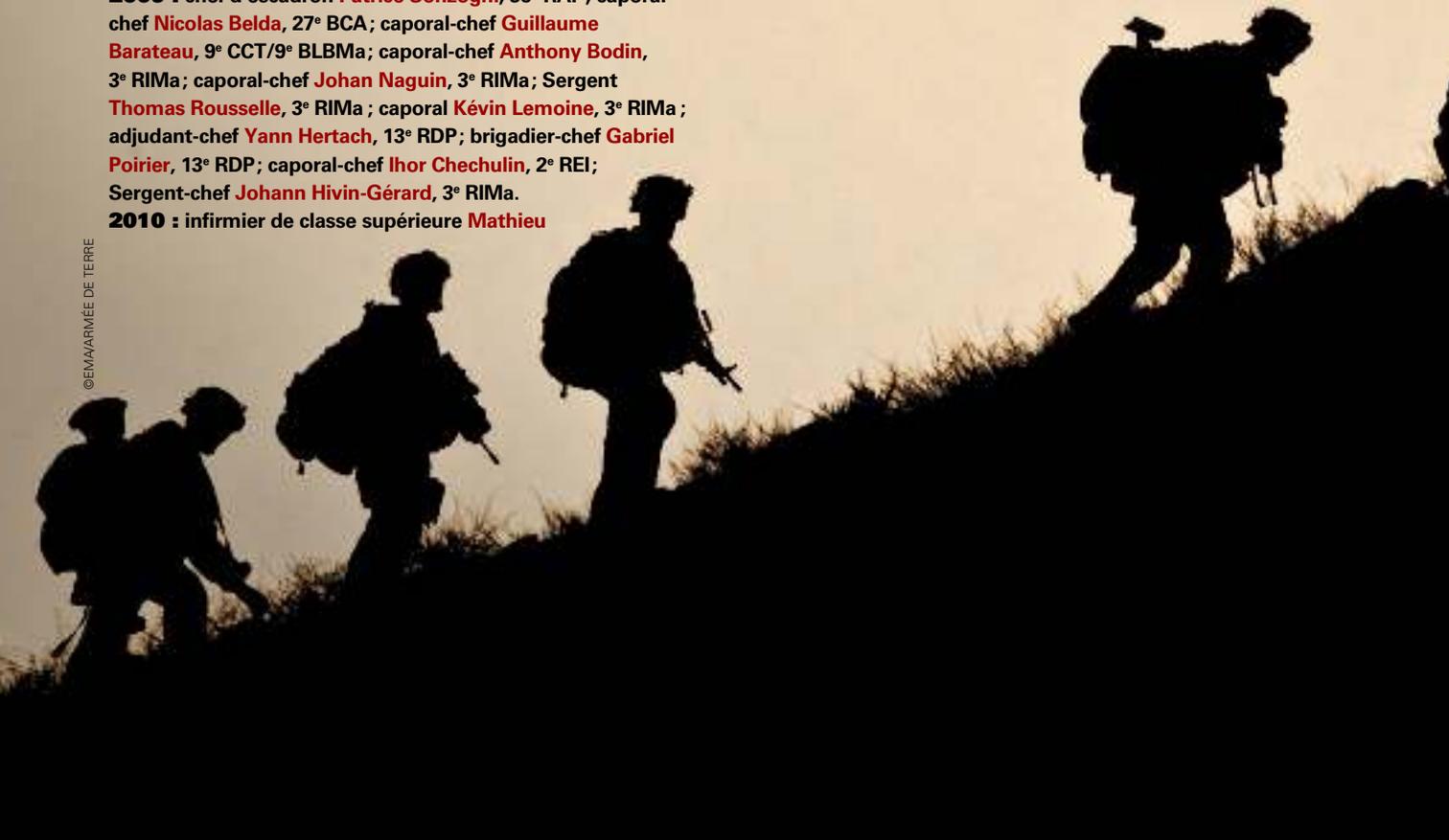
2008 : sergent **Damien Buil**, 8^e RPIMa; caporal **Kévin Chassaing**, 8^e RPIMa; adjudant **Sébastien Devez**, 8^e RPIMa; caporal **Damien Gaillet**, 8^e RPIMa; caporal-chef **Nicolas Grégoire**, 8^e RPIMa; caporal **Julien Le Pahun**, 8^e RPIMa; sergent **Rodolphe Penon**, 2^e REP; caporal **Anthony Rivière**, 8^e RPIMa; caporal **Alexis Taani**, 8^e RPIMa; caporal **Melam Baouma**, RMT; adjudant-chef **Nicolas Rey**, 3^e RG.

2009 : chef d'escadron **Patrice Sonzogni**, 35^e RAP; caporal-chef **Nicolas Belda**, 27^e BCA; caporal-chef **Guillaume Barateau**, 9^e CCT/9^e BLBMa; caporal-chef **Anthony Bodin**, 3^e RIMa; caporal-chef **Johan Naguin**, 3^e RIMa; Sergent **Thomas Rousselle**, 3^e RIMa; caporal **Kévin Lemoine**, 3^e RIMa; adjudant-chef **Yann Hertach**, 13^e RDP; brigadier-chef **Gabriel Poirier**, 13^e RDP; caporal-chef **Ihor Chechulin**, 2^e REI; Sergent-chef **Johann Hivin-Gérard**, 3^e RIMa.

2010 : infirmier de classe supérieure **Mathieu**

Toinette, 402^e RA; lieutenant-colonel **Fabrice Roullier**, 1^{er} BM; maréchal des logis-chef **Harouna Diop**, 517^e RT; caporal **Enguerrand Libaert**, 13^e BCA; caporal **Robert Hutnik**, 2^e REP; chef de bataillon **Christophe Berek-Deligny**, 3^e RG; sergent-chef **Konrad Rygiel**, 2^e REP; brigadier-chef **Steeve Cocol**, 1^{er} RHP; adjudant **Laurent Mosaic**, 13^e RG; 1^{re} classe **Antoine Maury**, 1^{er} RMed; caporal-chef **Jean-Nicolas Panezyck**, 21^e RIMa; capitaine **Lorenzo Mezzasalma**, 21^e Rima; adjudant-chef **Hervé Enaux**, 35^e RI; infirmier de classe supérieure **Thibault Miloche**, 126^e RI; chef de bataillon **Benoît Dupin**, 2^e REG; maître **Jonathan Lefort**, Forfusco (commando Trepel).

2011 : sergent **Hervé Guinaud**, RICM; caporal-chef **Clément Chamarié**, 7^e BCA; adjudant-chef **Bruno Fauquembergue**, CFT; caporal-chef **Alexandre Rivière**, 2^e RIMa; caporal **Loïc Roperh**, 13^e RG; 1^{re} classe **Cyril Louaisil**, 2^e RIMa; Sergent **Guillaume Nunes-Patego**, 17^e RGP; caporal-chef **Lionel Chevalier**, 35^e RI; lieutenant **Matthieu Gaudin**, 3^e RHC; caporal **Florian Morillon**, 1^{er} RCP; caporal-chef **Cyrille Hugodot**, 1^{er} RCP; brigadier-chef **Clément Kovac**, 1^{er} RCh; capitaine **Thomas Gauvin**, 1^{er} RCP; adjudant-chef **Laurent Marsol**, 1^{er} RCP; adjudant-chef





Emmanuel Techer, 17° RGP; adjudant-chef **Jean-Marc Gueniat**, 17° RGP; Sergent **Sébastien Vermeille**, Sirpa Terre de Lyon; maître **Benjamin Bourdet**, commando Jaubert; caporal-chef **Kisan Bahadur Thapa**, 2° REP; caporal **Gerhardus Jansen**, 2° REP; sergent **Facrou Housseini Ali**, 19° RG ; capitaine **Camille Levrel**, 152° RI; capitaine **Valéry Tholy**, 17° RGP; 1^{re} classe **Goran Franjkovic**, 4° RE; adjudant-chef **Mohammed El Gharrafi**, 2° REG; sergent **Damien Zingarelli**, 2° REG; **2012** : adjudant-chef **Fabien Willm**, 93° RAM; adjudant-chef **Denis Estin**, 93° RAM; sergent-chef **Svilen Simeonov**, 2° REG; brigadier-chef **Geoffrey Baumela**, 93° RAM; chef d'escadron **Christophe**

Schnetterle, 93° RAM; major **Thierry Serrat**, GIACM; adjudant **Stéphane Prudhom**, 40° RA; maréchal des logis-chef **Pierre-Olivier Lumineau**, 40° RA; brigadier-chef **Yoann Marcillan**, 40° RA; major **Franck Bouzet**, 13° BCA. **2013** : adjudant **Gwénaél Thomas**, BA 123.

**Interview de Christophe Barthélemy, avocat, officier de réserve
et auditeur de l'Institut des hautes études de défense nationale**

« Il existe un décalage, une inadaptation du droit à la réalité des engagements »

Auteur de *La Judiciarisation des opérations militaires*, Christophe Barthélemy livre ses réflexions sur la pression judiciaire accrue concernant les actions des armées. Une évolution aux conséquences multiples qui, selon cet avocat, met en danger aussi bien le militaire à titre personnel que l'État.

On parle de « judiciarisation » croissante des opérations militaires, de quel phénomène s'agit-il ?

Ce néologisme renvoie à plusieurs dimensions. D'abord la soumission des actes des militaires à la surveillance de l'autorité judiciaire, dont la prévôté est le premier maillon sur les théâtres extérieurs. Ensuite, le fait que des actes de combat puissent se voir qualifier de crimes ou de délits par un juge français. C'est encore la confrontation d'un militaire avec un magistrat : le premier a souvent du mal à comprendre le second, qui représente aussi l'État et agit au nom du peuple français, mais selon une logique très différente. C'est la disparition de la protection qu'offre traditionnellement l'armée pour les actes exécutés dans le respect des ordres reçus, contrepartie du devoir d'obéissance : le soldat voit mettre en cause sa responsabilité pénale, donc personnelle. Enfin, la judiciarisation tend à mettre la conduite des opérations sur la place publique.

La Cour européenne des droits de l'homme statue désormais sur des recours mettant en cause les armées européennes pour des opérations menées hors d'Europe, au nom de ces droits de l'homme que nos adversaires foulent aux pieds. La judiciarisation des opérations est en effet l'expression la

plus aboutie de cette asymétrie qui n'impose plus seulement une éthique au soldat français, pour paraphraser le général Royal, mais également l'obligation de rendre personnellement des comptes au juge national, y compris quand on a obéi aux ordres.

Est-ce réellement un phénomène nouveau dans l'histoire des armées ?

Je le crois. D'ailleurs, il frappe identiquement les Britanniques. Il est à la rencontre de deux évolutions. D'une part, l'oubli de la guerre après soixante-dix ans de paix en Europe et la disparition de la dernière génération à avoir connu l'Occupation, qui font que nos contemporains ont le sentiment que la guerre appartient à un passé révolu : la dernière juridiction spécialisée en matière militaire a ainsi disparu en 2011. D'autre part, la montée de l'individualisme dans les sociétés occidentales, annoncée par Tocqueville, qui délégitime les modes traditionnels de résolution des conflits au sein des organisations : écoles, entreprises, ordres professionnels... au profit du seul procès pénal.

Ce qui pose problème, ce n'est ni l'application du droit, ni même l'application du droit commun dans la préparation opérationnelle – les militaires y sont soumis, comme tous ceux qui prennent

des décisions dans une société qui n'accepte plus le risque et moins encore la fatalité –, mais c'est la soumission des actions du « haut du spectre » au droit commun français, en plus du droit des conflits armés. D'autant qu'avec le juge pénal survient la médiatisation, facilitée par l'instantanéité de l'information, et souvent la stigmatisation : le secret des opérations est mis en cause, ainsi que l'anonymat des militaires, contrepartie de l'obéissance aux ordres, qui les protège et protège leurs proches.

Vous annoncez dans votre ouvrage que les règles de droit que l'on demande aux militaires d'appliquer en opération comportent des risques. Quels sont-ils ?

Comme l'a montré l'arrêt de la Cour de cassation dans l'affaire d'Uzbin, le risque pénal est surtout lié à l'application à des opérations militaires conduites sans que la guerre ait été déclarée, des règles contemporaines relatives aux infractions « non intentionnelles » : les délits d'imprudance, d'inattention, de manquement aux obligations de prudence ou de sécurité. Toutes notions qui s'opposent à l'audace et à la prise de risque physique, sans lesquelles la victoire est presque toujours exclue, même pour les armées américaines. Car, à la guerre, l'ennemi

est intelligent et s'adapte sans cesse à nos modes d'action : c'est la règle du « contournement ». Le risque pour la vie ou l'intégrité physique du soldat est donc inhérent à sa vocation ; et c'est priver leur engagement de sens que de confondre nos morts et nos blessés avec des « victimes ». Le sacrifice est parfois la condition de la victoire et il reste en toute hypothèse l'honneur du soldat, du marin ou de l'aviateur.

En outre, dès lors qu'elle est devenue antinomique du risque physique, la loi pénale ordinaire affecte l'efficacité militaire et peut conduire au refus de l'engagement, hors les situations de supériorité écrasante. Cette évolution entraîne la France vers la catégorie des pays qui subissent l'Histoire au lieu de la faire. Quant aux situations d'engagement lourdement asymétrique, elles peuvent dénaturer la guerre elle-même, en donnant le sentiment à l'adversaire et à l'opinion que la vie d'un soldat n'a pas la même valeur de part et d'autre.

Les militaires français courent enfin le risque d'être instrumentalisés par des personnes, des groupes ou des États, qui utilisent notre système judiciaire pour mettre en cause la légalité et donc la légitimité de nos interventions. Cela fait ainsi près de dix ans que sont instruites à Paris des accusations absurdes de complicité de génocide contre des officiers qui ont sauvé des centaines de milliers de vies au Rwanda en 1994.

Un militaire peut-il être exonéré de toute contrainte juridique lorsqu'il est en opération ?

Il n'en a jamais été question. Le droit de la guerre est né de réflexions convergentes de juristes et de théologiens entre le XII^e et le XVI^e siècle. À partir du XVII^e siècle, il a pris son autonomie et constitue une branche du droit international à laquelle la France a toujours souscrit. En tant que membre permanent du Conseil de sécurité, seule instance qui édicte actuelle-

ment des règles de droit international pour le règlement des conflits, notre pays ne peut se permettre d'en dévier. C'est surtout conforme à nos traditions comme à notre culture militaires. Exclure les militaires du respect de la règle de droit ne serait pas seulement contraire aux valeurs de la France : cela ruinerait la légitimité des opérations conduites par ses armées, tant aux yeux de l'opinion française que vis-à-vis des populations des pays où sont conduites ces opérations et de la communauté internationale. Il ne saurait en être question.

Le débat porte en réalité sur la nature de la règle de droit qui doit être appliquée. L'Europe a inventé le droit de la guerre,

État ou à des groupes armés, tandis que, au sein d'une société, le gouvernement a le monopole de la violence légitime afin de faire régner l'ordre, comme l'a expliqué Max Weber.

La difficulté est que, juridiquement, nous sommes en paix de façon quasi ininterrompue depuis 1945 et que notre constitution ne connaît que deux états : la paix et la guerre. Or, aujourd'hui, la France ne déclare plus la guerre, mais elle demande à ses armées de mener des opérations complexes, incluant des épisodes de combat de haute intensité. C'est ce décalage, cette inadaptation du droit à la réalité des engagements, qui est problématique et dont le législateur s'est saisi en 2005, puis l'an dernier.



Préparation d'une intervention en Afghanistan. Aujourd'hui, la France ne déclare plus la guerre, mais mène des opérations complexes avec des combats de haute intensité.

©EMADICOD

Comment, selon vous, cette pression accrue du fait judiciaire sur les actions des armées va-t-elle évoluer ?

Je doute qu'elle s'atténue pour trois raisons. La première est la pression croissante de la presse et de l'opinion, par méconnaissance des spécificités des opérations militaires, a fortiori du combat. La deuxième est ce formidable levier de déstabilisation de la France offert

à des adversaires pratiquant l'action indirecte. La dernière est liée à nos engagements internationaux : au-delà de la Cour européenne des droits de l'homme, la France a accepté la juridiction de la Cour pénale internationale ; pour éviter que cette juridiction ne juge nos soldats, nos propres institutions judiciaires doivent systématiquement conduire des investigations approfondies. ■

Propos recueillis par la rédaction

Les propos de cet entretien n'engagent que leur auteur. La directrice des affaires juridiques de la Défense expliquera dans notre prochain numéro la réforme inscrite dans la loi du 18 décembre 2013 relative à la programmation militaire pour 2014-2019 et en quoi elle permet de limiter le risque de judiciaire.

La Marine de demain s'affiche à Euronaval

La 24^e édition du salon Euronaval, qui s'est tenue à Paris du 27 au 31 octobre, a permis de présenter les futurs équipements et matériels des forces navales. À cette occasion, le ministre de la Défense a rappelé l'engagement du gouvernement à garder les capacités de la Marine nationale au meilleur niveau mondial.

Malgré les contraintes qui pèsent sur les comptes de l'État et la réduction des effectifs programmés au ministère de la Défense sur la période 2014-2019, les innovations technologiques pour le maintien en condition opérationnelle sont au rendez-vous pour les forces armées. Ce constat s'est encore vérifié lors du salon Euronaval qui s'est tenu à Paris fin octobre. D'un minidrone sous-marin au nouveau radar embarqué sur l'Atlantique 2 en passant par des études sur les nouvelles architectures des navires, la Direction générale de l'armement (DGA) et les industriels ont présenté leurs

dernières innovations. Cette 24^e édition a mis à l'honneur les petites et moyennes entreprises comme les grands groupes industriels. La société Subsea Tech s'est ainsi particulièrement distinguée en obtenant le trophée Euronaval de « l'innovation pour la sécurité maritime ». Cette PME marseillaise créée en 2005 a en effet été récompensée pour son drone CAT-Surveyor. De type catamaran, d'une longueur de 3 mètres et pesant 270 kilos, l'engin est spécialisé dans la surveillance automatique des zones sous-marines sensibles et dans l'acquisition de données hydrographiques. « Notre drone de surface embarque un minirobot capable d'aller

au plus près des zones à observer. Les deux systèmes sont entièrement téléopérés », explique Katharina Roespel, la responsable des ventes. Soutenu par le dispositif Rapid de la DGA (lire encadré ci-contre), le projet est commercialisé depuis septembre. « Cette distinction est la preuve que Rapid agit comme un incubateur pour les projets innovants à technologie duale », a insisté le ministre de la Défense, Jean-Yves Le Drian, lors de la remise du prix le 28 octobre.

Livraisons et commandes

Lors de l'inauguration officielle du salon, le ministre de la Défense a présenté les équipements livrés en 2015, soulignant au passage qu'il s'agissait d'« une année importante pour la Marine nationale ». Une nouvelle frégate multimissions (Fremm) sera livrée, de même qu'un lot de missiles de croisière naval (MdCN) et deux Falcon 50 transformés en avion de surveillance maritime. Dans le même temps, trois bâtiments de soutien et d'assistance hauturiers (BSAH) seront commandés ainsi que onze avions Atlantique 2 rénovés. « Nous avons également procédé à des commandes emblématiques. Je pense notamment au quatrième sous-marin nucléaire d'attaque Barracuda, qui a été commandé le 18 juillet. C'est une preuve de plus de l'engagement du gouvernement à garder les capacités de la Marine nationale au meilleur niveau mondial », a souligné Jean-Yves Le Drian dans son discours. Le MdCN est destiné à frapper des objectifs situés dans la profondeur du territoire adverse grâce à une portée de



R. SENOUSSE/IDICOD

Maquette de l'Exocet MM40 Block 3 présentée sur le stand du ministère de la Défense.



R.SENOUSI@DIDICOD

Le drone de surface CAT-Surveyor de la société marseillaise Subsea Tech a reçu le trophée de « l'innovation pour la sécurité maritime ». Cet appareil, qui peut se rendre au plus près des zones à observer, a bénéficié d'une aide financière de la DGA via son dispositif Rapid.

plusieurs centaines de kilomètres. Adapté à des missions de destruction d'infrastructures de haute valeur stratégique, il sera embarqué sur des bâtiments de combat, frégates ou sous-marins. Quant à l'Atlantique 2 rénové, il sera doté d'un nouveau radar, le Searchmaster. Présenté sur le stand Thales, cet appareil « 5 en 1 » est multimission, c'est-à-dire capable d'effectuer à la fois des tâches au profit de la lutte anti-sous-marine et

de surface, des missions de surveillance maritime et terrestre ainsi que du soutien aérien tactique, le tout avec un niveau de performance égal concernant ces domaines. Le Searchmaster produira une imagerie dotée d'un niveau de résolution extrêmement élevé. Un atout considérable, notamment pour la détection à plusieurs dizaines de kilomètres de mouvements au sol, provenant par exemple de véhicules ou d'individus.

radars de surveillance, des systèmes de conduite de tirs et de navigation optiques, ainsi que des systèmes de télécommunications, sans interférences électromagnétiques », explique Alain Bambovert, manager des études amont à la DGA. Ces dernières représenteront en moyenne 730 millions d'euros sur la loi de programmation militaire 2014-2019. Sur cette période, les principaux efforts dans le domaine naval concerneront la lutte anti-sous-marine, les systèmes de combat naval opérant en réseaux, ainsi que les architectures innovantes des bâtiments de surface. La Marine nationale entre dans une phase déterminante de modernisation de ses équipements. Une modernisation d'autant plus importante que les défis qui l'attendent restent nombreux. « Les menaces, notamment celles exercées depuis les espaces maritimes externes tels que le golfe de Guinée, nécessitent la poursuite de nos investissements dans une Marine qui soit au meilleur niveau », a conclu le ministre devant l'ensemble des professionnels présents au salon. ■

Paul Hessenbruch

Le dispositif Rapid

Le régime d'appui PME pour l'innovation duale (Rapid) de la Direction générale de l'armement est un dispositif de subvention aux PME et aux ETI de moins de 2000 salariés lancé en 2009. Il est conçu pour être réactif afin d'accorder, dans un délai de quatre mois entre le dépôt du dossier et le début des travaux, un financement des projets sélectionnés. Dans le cadre du pacte Défense PME, le montant des crédits Rapid sera porté à 50 millions d'euros en 2015.

Les yeux et les oreilles de demain

Enfin, sur le stand du ministère de la Défense, l'étude amont « Topside intégré » présentait ce que pourraient être, dans le futur, « les yeux et les oreilles des navires ». Si, aujourd'hui, les antennes et les capteurs des bateaux sont intégrés à des mâts, ce qui peut causer des perturbations électromagnétiques, la nouvelle génération de senseurs devrait leur permettre d'être introduits directement dans les superstructures du bâtiment. « L'objectif de cette étude était d'imaginer un concept qui permettrait d'optimiser l'utilisation simultanée d'un maximum d'équipements tels que des

Louvois : 2014, une année d'efforts et de mobilisation pour la production de la solde

Cette année, le nombre de dysfonctionnements de Louvois a diminué de manière significative. Une amélioration en partie due aux mises à jour régulières préalablement testées et à la mobilisation des différents acteurs du processus pour repérer et corriger les anomalies avant le versement de la solde.

Le bilan de la production des soldes de ces derniers mois montre que les efforts conjugués de la direction des ressources humaines du ministère de la Défense (DRH-MD), du Service du commissariat des armées (SCA) et des armées et services, pour maîtriser la crise Louvois portent leurs fruits en 2014 : malgré des dysfonctionnements résiduels, les militaires de l'armée de Terre, de la Marine et du Service de santé sont en général correctement payés. La diminution notable des appels au numéro vert de la Cellule solde assistance (CSA) en témoigne.

Ce résultat découle en particulier de la très forte implication de l'ensemble des acteurs de la chaîne RH-Solde du ministère : les informaticiens en charge du logiciel Louvois, les acteurs de la production de la solde, les experts des droits individuels... Leur mobilisation se poursuivra jusqu'à la mise en service du nouveau logiciel dont le ministre de la Défense a décidé la réalisation en décembre 2013.

L'amélioration continue du logiciel

Bien que des dysfonctionnements continuent de survenir, le nombre d'anomalies diminue progressivement et les performances du calculateur se sont améliorées en 2014. Louvois a également évolué pour prendre en compte les nouvelles dispositions réglementaires.

De nouvelles versions du logiciel ont été ainsi mises en production régulièrement, selon un processus strictement codifié qui s'échelonne sur plusieurs mois, allant de l'expression du besoin jusqu'à la phase de tests. Une nouvelle version n'entre en effet en production qu'après avoir démontré qu'elle apportera les effets recherchés et aura un impact positif sur le calcul de la solde.

Une maîtrise de plus en plus efficace de la production de la solde

Au cours d'un cycle mensuel de production de la solde, Louvois procède à plusieurs calculs itératifs afin d'obtenir le meilleur résultat possible à la clôture du cycle. Les résultats de chaque calcul sont vérifiés conjointement par le ser-

vice ministériel opérateur des droits individuels (Smodi) et les autres acteurs (centres experts des ressources humaines, bureaux des droits individuels des armées et services) afin de détecter et de corriger les éventuelles anomalies sur les données servant au calcul de la solde par Louvois, ou, le cas échéant, de mettre en œuvre des mesures de contournement.

Au final, la grande majorité des anomalies sont résolues avant le versement de la solde.

Un accompagnement des militaires toujours plus personnalisé

L'information des militaires impactés par des dysfonctionnements et l'accompagnement pour leurs démarches étaient une priorité du plan d'action face à la crise Louvois. À cet effet, les militaires disposent de deux canaux privilégiés :

- le gestionnaire RH de proximité, qui reste l'interlocuteur naturel en cas de problème de rémunération car il connaît les administrés et dispose de leur dossier ;
- la Cellule solde assistance (CSA) du service ministériel opérateur des droits individuels (Smodi) créée le 1^{er} octobre 2012.

En 2014, pour améliorer le service rendu, la CSA a été renforcée et s'est dotée d'outils permettant de répondre plus efficacement aux questions des administrés.

Une base commune d'échange des données (Sisis) avec les CERH de l'armée de Terre et de la Marine permet

la Cellule solde assistance vous répond

Pour toute question relative à la solde ou aux questions fiscales, la Cellule solde assistance reste à votre disposition. Elle est joignable du lundi au vendredi hors jours fériés sauf les 24 et 31 décembre après-midi :

- au **numéro vert 0800 00 69 50** (messagerie en dehors des heures ouvrables)
- **Intradef ou Internet : solde.assistance.fct@intradef.gouv.**



G. GESQUIERE@ARMÉE DE TERRE

En décembre 2013, Jean-Yves Le Drian a décidé la suppression de Louvois, qui sera remplacé par un nouveau logiciel.

maintenant aux opérateurs de la CSA d'accéder aux dossiers soldes des administrés (trop-versés, corrections par paiement particulier, demande d'explication ou de contestation...) et d'apporter une réponse plus pertinente à leurs interlocuteurs ou de relayer plus rapidement la question au CERH concerné pour les cas trop complexes. La CSA s'est d'autre part renforcée d'experts fiscalistes pour pouvoir notamment mieux répondre aux questions relatives aux imposables. Un « tour de France des fiscalistes » a été organisé début 2014 dans les groupements de soutien de base de défense

(GSBdD) de métropole et en Nouvelle-Calédonie afin d'assister les militaires pour qui les dysfonctionnements de Louvois complexifiaient la déclaration de revenus. Une mission d'assistance du même type est à nouveau prévue en 2015.

Ces deux canaux sont complétés par d'autres dispositifs de communication afin de fournir aux administrés soldés par Louvois toutes les informations utiles : outre l'infosolde transmis avec le bulletin mensuel de solde et la tenue mensuelle des réunions du Groupe Utilisateurs solde, le site intranet RH-solde, dupliqué sur le site internet du

ministère de la Défense, et les sites des directions et armées concernées ont été enrichis tout au long de l'année 2014 d'informations sur Louvois, de foires aux questions, de modes opératoires, de points réglementaires.

En 2015....

Toutes les actions menées en 2014 seront prolongées et renforcées en 2015 selon les mêmes deux grands axes directeurs : l'amélioration continue du calculateur Louvois et l'accompagnement de chaque militaire touché par une anomalie de solde.

Secrétariat général pour l'administration

Un nouveau système de rémunération pour les militaires

Depuis le début de l'année 2014, le ministère de la Défense travaille sur la mise en place d'un nouveau système de rémunération qui gèrera la solde de 210 000 militaires. La société, ou le groupement, qui le réalisera sera connu à l'issue de l'appel d'offres en cours. Il a été confié à la Direction générale de l'armement (DGA) pour être géré comme un programme d'armement, en équipe intégrée, avec des experts en gestion de projets complexes et des utilisateurs associés à toutes les phases, de la conception à la qualification du système. Les méthodes utilisées dans les programmes d'armement s'imposent pour réussir ce projet

caractérisé par un environnement extrêmement complexe : en effet, le nouveau système devra s'interfacer avec dix-huit systèmes d'information et prendre en compte plusieurs centaines de situations différentes. L'objectif de la DGA ? Fournir aux utilisateurs un outil simple dans son utilisation, performant et offrant un contrôle quasi-instantané à chaque étape importante du calcul et de la gestion de la paie. Ce nouveau système de rémunération pour les militaires sera développé en 2015, puis testé en vue d'une première capacité à fonctionner en parallèle avec le système actuel dès 2016.

Quand le Cosmos sur

Implanté sur la base aérienne de Lyon Mont-Verdun, le Centre opérationnel de surveillance militaire des objets spatiaux (Cosmos) réalise de la veille spatiale et fournit aux autorités de l'État des renseignements relatifs à la sécurité nationale. Grâce au système Graves et à des radars, il assure la détection et le suivi d'environ 3 000 satellites ou débris, suit la météorologie de l'espace et appuie des opérations militaires.

veille l'espace

A composite image of Earth from space, showing the planet's curvature and atmosphere. The Earth is surrounded by a dense field of small, stylized satellite icons in various colors (blue, yellow, white, and grey), representing a large number of objects in orbit. The background is a dark, starry space.

Image de synthèse réalisée par
l'Agence spatiale européenne
représentant 12 000 objets divers
gravitant autour de la Terre.

Avec plus de 1 000 satellites actifs et des millions de débris en tous genres gravitant autour de la Terre, dire qu'il y a du trafic dans l'espace est un doux euphémisme. À cela s'ajoutent les passages d'astéroïdes et les soubresauts de l'activité solaire. Une grande animation donc, qui nécessite pour la France de garder les yeux tournés vers l'espace et de guetter de près ce qu'il s'y passe...

Cette surveillance s'effectue depuis la base aérienne 942 de Lyon Mont-Verdun, au sein du Commandement de la défense aérienne et des opérations aériennes. À la manœuvre, le Centre opérationnel de surveillance militaire des objets spatiaux (Cosmos), héritier de la Division surveillance de l'espace, qui a été inauguré le



A. JEULAND © ARMÉE DE L'AIR

Le système Graves, ou grand réseau adapté à la veille spatiale, est composé d'un radar et d'un calculateur de trajectoire orbitale.

19 septembre dernier. Véritable tour de contrôle de l'espace, le Cosmos fournit aux autorités gouvernementales et au commandement militaire les éléments de la situation spatiale susceptibles d'avoir un impact sur la sécurité nationale. De manière autonome, il assure la détection et le suivi de près de 3 000 des plus gros satellites opérationnels ou débris évoluant en orbite basse, soit une aire comprise entre 200 et 1 500 kilomètres d'altitude.

Certaines situations peuvent attirer l'attention du centre opérationnel, comme la présence d'un satellite non répertorié ou qui dévie de sa trajectoire habituelle. Il établit alors une cartographie des engins spatiaux dont la présence et l'activité peuvent avoir un intérêt pour la Défense, suit et évalue les capacités spatiales internationales d'intérêt militaire pour en faire part ensuite à la Direction du renseignement militaire.

Ce qui se produit dans l'espace a également des incidences sur les opérations militaires sur Terre. Le Cosmos peut par exemple prévoir à quel moment des satellites adverses se trouveront sur des zones d'intérêt pour la France. Autre cas de figure, l'analyse des données GPS : si les quatre satellites nécessaires au croisement des informations viennent à être trop proches les uns des autres, ils fournissent des données plus ou moins similaires qui ne permettent pas d'établir une géolocalisation précise. Or la justesse de ces éléments est cruciale pour les forces armées quand elles doivent préparer une mission ou planifier et exécuter des frappes. Lorsqu'un tel cas de figure survient, le Cosmos alerte les troupes afin qu'elles prennent en compte ce facteur d'imprécision lors de leurs missions. À ce titre, le centre produit près de 3 000 aides à la planification opérationnelle par an.

L'activité du Soleil également sous haute surveillance

Le Soleil, lui aussi, fait l'objet d'une surveillance constante. Les perturbations solaires (éruptions, sursauts) peuvent entraîner des répercussions sur la propagation des ondes radio, endommager les radars, le fonctionnement des satellites et même paralyser les réseaux électriques, comme ce fut le cas en mars 1989 au Québec : la Belle Province se retrouva plongée dans le noir pendant plus de neuf heures. Dans ce registre, le centre de Lyon Mont-Verdun diffuse des alertes de perturbations des communications hautes fréquences et ultra-hautes fréquences quand celles-ci sont susceptibles d'avoir des conséquences opérationnelles sur les moyens de télécommunication, les radars de défense aérienne et les systèmes spatiaux, comme le GPS.

Inauguration du Cosmos le 19 septembre par le général Jean-Christophe Zimmermann, commandant en second de la Défense aérienne et des opérations aériennes, et l'ingénieur en chef de 1^{re} classe Alain Mély, du Service d'infrastructure de la Défense.



L. GUYON@ARMÉE DE L'AIR

Pour assurer ses missions d'observation, le Cosmos dispose de plusieurs outils. Tout d'abord, le système Graves – grand réseau adapté à la veille spatiale –, qui est composé d'un radar et d'un calculateur de trajectoire orbitale. Tandis que le premier observe le ciel et donne des mesures brutes, le second fait le tri et interprète ces données.

Graves, système ultraperformant de détection

Unique en France, il permet de détecter et de suivre les objets en orbite basse et serait par exemple capable de détecter un élément de la taille d'une machine à laver à 1 000 kilomètres d'altitude. Pièce centrale de l'autonomie de la France en matière de surveillance de l'espace, il est capable à lui seul d'assurer en permanence le suivi de près de 3 000 objets en orbite.

Autre menace suivie de près : l'entrée dans notre atmosphère de débris de fusées et de satellites, ce que les spécialistes appellent les rentrées atmosphériques à risque (RAR). Un péril réel mais toujours connu à l'avance, l'espace étant sous constante surveillance. Un mois en géné-

ral avant une RAR, le centre est préalerté et se met à coordonner l'ensemble des moyens français. Les trois radars Satam de l'armée de l'Air sont systématiquement sollicités. Positionnés sur les champs de tir de Sommepey-Tahure (Marne), Captieux (Gironde) et Diane (Haute-Corse), ils sont très utiles pour le suivi précis des objets en rentrée atmosphérique, Graves n'étant pas conçu pour cela. À leurs côtés, les radars de la Direction générale de l'armement présents sur le bâtiment d'essais et de mesures de la Marine nationale *Monge* peuvent être sollicités, tout comme des moyens de recherche du Centre national d'études spatiales.

Ces derniers réalisent des calculs extrêmement pointus qui permettent de connaître 48 heures à l'avance la zone de retombée probable. Lorsque cette zone se trouve sur le territoire français, le Cosmos alerte alors le Centre opérationnel de gestion interministérielle des crises du ministère de l'Intérieur, situé à Asnières (Hauts-de-Seine), qui transmettra l'alerte à la population.

Laetitia Perier

L'activité du Cosmos au quotidien

Le travail réalisé au Cosmos couvre cinq domaines d'activités principaux regroupés en divisions : l'établissement de la situation spatiale, l'analyse et l'exploitation experte, le suivi des alertes et des menaces, l'appui aux opérations militaires et/ou spatiales et le suivi de la météorologie de l'espace. L'activité quotidienne principale concerne la mise à jour régulière de la situation spatiale : qu'est-ce qui a changé ? Est-ce suspect ? Est-ce conforme à l'attendu ? Faut-il

creuser ? Faut-il orienter d'autres capteurs ? Puis, viennent la production des aides à la planification, le suivi des alertes (collision et RAR notamment) et la production d'analyses au profit d'autorités civiles ou militaires. Aujourd'hui, 18 militaires de l'armée de l'Air travaillent au centre. De profils divers (ingénieurs, opérateurs de surveillance aérienne ou mécaniciens), ils se forment au domaine spatial au sein du Cosmos. À l'avenir, le Cosmos emploiera 30 personnes.

Hôpital Bégin

À L'ÉPREUVE D'EBOLA

En septembre, pour la première fois en France, une personne infectée par le virus Ebola a été prise en charge. Elle a été soignée à l'hôpital d'instruction des armées Bégin (Val-de-Marne), dont les équipes spécialisées sont entraînées à suivre des procédures médicales à haut risque. Un deuxième malade, hospitalisé en novembre, est lui aussi ressorti guéri quelques semaines plus tard.

Lorsqu'il enlève sa cagoule blanche, l'infirmier de classe supérieure Frédéric Dameme est en nage. Son visage rougi pourrait laisser croire qu'il a couru un marathon, la réalité est moins sportive. Il vient de passer une trentaine de minutes dans une combinaison de protection utilisée pour soigner les malades atteints du virus Ebola. Ce jour-là, le risque de contamination est nul : il s'agissait d'un entraînement. Mais quelques semaines plus tôt, il était engagé dans un combat bien réel pour sauver une vie à l'hôpital d'instruction des armées (HIA) Bégin de Saint-Mandé (Val-de-Marne). Rappel des faits.

Depuis janvier dernier, une épidémie d'Ebola, la plus grave depuis l'apparition de cette fièvre hémorragique en 1976, touche l'Afrique de l'Ouest, principalement la Guinée, la Sierra Leone, le Liberia, et le Nigeria, ainsi que le nord de la République démocratique du Congo.

Le 19 septembre, pour la première fois, la France est confrontée à l'arrivée sur son sol d'un malade atteint du virus, une infirmière volontaire de Médecins sans Frontières contaminée au Liberia. Dès lors, un dispositif de

haute sécurité validé par la Direction générale de la santé est mis en place.

Rapatriée dans un avion spécialement affrété, la jeune femme est hospitalisée à l'HIA Bégin, choisi parmi les douze hôpitaux référents en France (voir encadré ci-contre). Cette structure spécialisée dans la prise en charge des maladies émergentes dispose d'un service de maladies infec-

tieuses et tropicales doté de deux chambres à pression négative. Ces systèmes permettent d'empêcher l'air de s'échapper et donc d'éviter que les microbes ne se propagent à l'extérieur. Ces dispositifs font partie du circuit d'isolement de l'HIA destiné aux malades contagieux.

« Immédiatement après

l'arrivée de la patiente aux urgences, nous avons désinfecté tous les couloirs qu'elle avait empruntés jusqu'à sa chambre », relate l'aide-soignante de classe normale Dorothee Brun.

Protection maximale oblige, cette désinfection sans concession a également été appliquée quotidiennement à la chambre de la patiente, des murs au matelas. « *L'hôpital a su anticiper et se préparer à la venue potentielle d'un*

« L'hôpital a su anticiper : les équipes soignantes ont reçu des formations intensives dès le mois de juillet pour recevoir un potentiel malade d'Ebola. »



C. VENNIN@DICO

Une combinaison spéciale est prévue pour les équipes médicales qui s'occupent d'un patient atteint d'un virus hautement contagieux, type Ebola. Elle est obligatoire pour pénétrer dans la chambre d'isolement où se trouve le patient.

malade touché par Ebola. Les équipes soignantes ont reçu des formations intensives dès la fin du mois de juillet. Nous avons appris à nettoyer les installations, à prendre en charge les déchets contaminés ou encore à nous habiller et à retirer les équipements de protection », explique l'infirmière de classe normale Eloïse Galut, du service de réanimation.

En effet, l'habillage et le déshabillage sont des étapes où la concentration doit être maximale. Le bon déroulement de ces phases représente la principale garantie de non-contamination du personnel soignant face à ce virus qui se transmet d'homme à homme par contact direct avec des fluides biologiques (sang, selles, vomissements...). Aides-soignants, infirmiers, médecins, tous se souviennent de ces longues minutes durant lesquelles, en binôme, dans un sas, ils avaient à enfiler cette tenue très caractéristique, à usage unique, chacun vérifiant la protection de l'autre. « Nous portions un masque qui cachait la bouche et le nez; une cagoule qui descendait jusqu'aux épaules; la combinaison jaune à capuche qui nous couvrait de la tête ■■■

Douze établissements de santé de référence pour Ebola

Centre hospitalier universitaire (CHU) de Bordeaux
 CHU de Lille
 CHU de Nancy
 CHU de Rennes
 CHU de Rouen
 CHU de Strasbourg
 Hôpital d'instruction des armées Bégin (Saint-Mandé)
 Hôpital Bichat (Paris)
 Hôpital de la Croix-Rousse (Lyon)
 Hôpital Necker (Paris)
 Hôpital Nord (Marseille)
 Centre hospitalier de La Réunion

Lors de l'habillage et du déshabillage, la concentration du personnel médical doit être maximale. Chaque tenue – comprenant masque, cagoule, combinaison à capuche, surbottes... – utilisée est à usage unique.



C. VENNIN@DICO

■ ■ ■ *aux pieds et dont la fermeture éclair montait jusqu'au menton; des surbottes, deux paires de gants aux couleurs différentes et enfin, un masque adhérent qui protégeait nos yeux de toutes projections de matière*, détaille Frédéric. Avec cet équipement rassurant, mais assez handicapant, le plus important était de prendre son temps, de ne pas se fatiguer trop vite et d'éviter la précipitation. » Cette combinaison, les différents acteurs la gardaient une heure en moyenne, toutefois, pour certains soins, ils pouvaient la conserver jusqu'à trois heures trente d'affilée. Mais malgré la fatigue, pas question de relâcher la vigilance au moment du déshabillage : une étape délicate, leur peau ne devant pas toucher les équipements exposés au virus. Ainsi, pour éviter les dangers liés à la fatigue, les plannings du per-

sonnel ont été aménagés en conséquence. Les équipes dédiées de soignants étaient mobilisées au chevet de la malade par tranche de six heures au lieu des douze habituelles.

Quant à la patiente, elle a pleinement adhéré aux conditions de traitement. « *Accueillir une malade elle-même soignante a incontestablement facilité la prise en charge. Elle connaissait bien la maladie et savait que toutes ces mesures draconiennes étaient nécessaires* », confie le médecin en chef Christophe Rapp, chef du service des maladies infectieuses et tropicales.

Suivi du personnel soignant

Enfin, le 4 octobre, après deux semaines de soins, la jeune infirmière est sortie guérie de Bégin. Aussitôt, un suivi du personnel soignant impliqué dans sa prise en charge a été mis en place et conduit durant 21 jours (durée maximale de l'incubation de la maladie). Deux mois plus tard, cette première est encore dans toutes les têtes. « *Cela restera une aventure médicale et humaine exceptionnelle qui a mobilisé et fédéré beaucoup de soignants issus de différents services* », conclut le professeur Rapp.

L'HIA Bégin, déjà très actif lors de la pandémie de Sras, (maladie infectieuse à tropisme pulmonaire), en 2003, et celle de grippe A (H1N1) en 2009, demeure toujours en alerte et se prépare notamment à effectuer les tests de diagnostic Ebola dans son propre laboratoire, pour traiter rapidement les cas éventuels.

■
Samantha Lille

Un deuxième patient soigné

Début novembre, la France a accepté, à la demande de l'Organisation mondiale de la santé, d'accueillir un employé des Nations unies atteint d'Ebola. Cette personne, qui travaillait en Sierra Leone, a fait l'objet d'une évacuation sanitaire médicalisée et sécurisée par avion special. Dès son arrivée, elle a été placée en chambre isolée à Bégin. Désormais guéri, le patient a quitté l'hôpital le 24 novembre.

INFECTION PAR LE VIRUS EBOLA

CONSEILS POUR LES MILITAIRES ET LEUR FAMILLE



Annexe 1 à la note n° 517808/DEF/DCSSA/PC/ERS/EPID du 27 août 2014

Premiers symptômes



Zones à risque (évolution possible)

Guinée Conakry
Sierra Leone
Libéria
Nigéria
RDC
(Province de l'Equateur)



La maladie

Délai d'apparition des symptômes
de 2 à 21 jours
Aucun traitement ni vaccin
Décès dans 60% des cas

Pour toute information

Ministère des Affaires sociales
et de la Santé
www.sante.gouv.fr
Conseils aux voyageurs
www.diplomatie.gouv.fr
Institut de veille sanitaire
www.invs.sante.fr

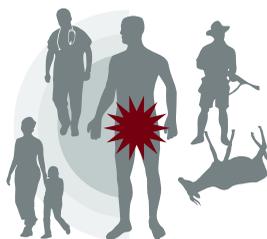


■ Comment se transmet la maladie ?



Par contact direct avec les liquides biologiques (sang, sperme, sueur, selles, etc.) et les muqueuses d'un malade ou d'un animal infecté.

**Si la personne n'a pas de symptôme, elle n'est pas contagieuse.
Il faut donc un contact étroit avec un malade pour qu'il y ait un risque de contamination.**



Les populations susceptibles d'être contaminées sont :

- les familles des malades
- les personnels soignants
- les personnes en contact direct avec le corps du défunt lors des rites funéraires
- les chasseurs en contact avec des animaux vivants ou morts trouvés en forêt tropicale.

Le risque est considéré comme très faible pour les voyageurs y compris le militaire et sa famille.

■ Recommandations pour le militaire et sa famille :



- Ne vous déplacez pas dans les zones de foyer d'épidémie.
- Respectez les règles d'hygiène élémentaires : lavez-vous fréquemment les mains (savon ou solution hydro-alcoolique).
- Évitez toute situation où vous seriez en contact avec des personnes ayant une forte fièvre : ne pas prendre en charge des malades, ne pas visiter d'hôpitaux, etc.
- Évitez tout contact avec des animaux sauvages (singes, chauves-souris...), vivants ou morts.
- Ne touchez pas des animaux morts trouvés en forêt tropicale.
- Ne consommez pas et ne manipulez pas de gibier (viande de brousse).
- Protégez vous lors des rapports sexuels avec les partenaires occasionnels (préservatifs).

Si vous avez séjourné en zone à risque ou si vous avez été en contact avec un malade suspecté d'être atteint par le virus Ebola :

- Surveillez votre température **quotidiennement** pendant **3 semaines**

ET Si vous présentez une fièvre $\geq 38,5^{\circ}\text{C}$

- En zone à risque : consultez un personnel du service de santé des armées ou, à défaut, contactez immédiatement les services de l'ambassade de France ainsi qu'un médecin.
- En France et rentré depuis moins de 3 semaines de la zone à risque : appelez le 15, décrivez vos symptômes et évoquez votre récent séjour en zone à risque.
- Dans tous les cas : en attendant la prise en charge médicale, **évit**ez les contacts avec votre entourage.

© BCISSA/DCSSA





Hommage aux morts pour la France en 2014

Cette année, cinq militaires ont été tués au cours de missions sur les opérations Serval, Barkhane et Sangaris. Lors des cérémonies d'hommage, Jean-Yves Le Drian, ministre de la Défense, a salué le courage et l'engagement exemplaire de ces soldats.

- Le 23 février, le **caporal-chef Damien Dolet**, 26 ans, du régiment d'infanterie chars de marine, est mort en Centrafrique lors d'un accident de la circulation au cours d'une mission de sécurisation de la région de Bouar.
- Dans la nuit du 7 au 8 mai, le **sergent-chef Marcel Kalafut**, 26 ans, appartenant au 2^e régiment étranger de parachutistes, a été tué au Mali, lors d'une mission d'infiltration près de Tessalit.
- Le 14 juillet, le **major Dejjid Nikolic**, 45 ans, appartenant au 1^{er} régiment étranger de génie, a été tué à une centaine de kilomètres de Gao, au Mali lors d'une opération de contrôle de zone.
- Dans la nuit du 28 au 29 octobre, l'**adjudant Thomas Dupuy**, 32 ans, appartenant au commando parachutiste de l'air n° 10, a été tué lors de combats dans le massif du Tigharghar, au Mali.
- Le 29 novembre, l'**agent technique Samir Bajja** (adjudant), du 4^e régiment d'hélicoptères des forces spéciales a été mortellement blessé dans le crash d'un Caracal dans le nord du Burkina Faso lors d'un vol nocturne d'entraînement. Il appartenait au Service des essences des armées.

Mort en service

- Le 5 novembre, le **caporal-chef Heiarii Moana**, 26 ans, affecté au 126^e régiment d'infanterie de Brive-la-Gaillarde et projeté en République centrafricaine au sein de la force européenne Eufor/RCA, est décédé d'une forme très grave de paludisme.

R. PELLEGRINO@CEPAD

FÉVRIER

Nouveau plan Vigipirate

Un nouveau logo – un triangle rouge à large bord noir –, seulement deux niveaux d'alerte et une meilleure communication envers le public : le nouveau plan Vigipirate annoncé le 13 février par le Premier ministre est entré en vigueur une semaine plus tard. Ce modèle novateur, à la fois plus simple et plus explicite, a pour objectif de développer et de maintenir une vigilance permanente et de permettre une réaction rapide et coordonnée en cas de menace. Environ 1 000 militaires sont engagés chaque jour sur le plan Vigipirate.



J.-J. CHATARD@DICOD

FÉVRIER

Fin de l'activité opérationnelle française au Kosovo

Le 8 février, l'Escadron d'éclairage et d'investigation du Battle Group Est de la KFOR (Kosovo Force) a achevé sa mission au Kosovo. Ce désengagement met un terme à quinze années de présence opérationnelle de la France dans le pays. Pendant cette période, les militaires ont participé à la restauration et au maintien d'un environnement sécurisé au profit de l'ensemble de la population du Kosovo. Ainsi, 6 000 soldats français ont été déployés en 1999, au plus fort de la crise. En 2011, ils n'étaient plus que 320. Le 13 juillet, les effectifs français au Kosovo ne comptaient plus qu'une dizaine d'hommes. Cet engagement effectué dans le cadre de la résolution 1244 du Conseil de sécurité des Nations unies a coûté la vie à neuf militaires français.



© ENVA@CEPAD

AVRIL

Les soldats français sensibilisent les Libanais au danger des mines

Une journée de sensibilisation a été organisée par la force intérimaire des Nations unies au Liban (Finul), le 4 avril sur le site de Naqoura. Objectif principal : attirer l'attention de la population, en particulier des enfants, sur les dangers des mines et des engins explosifs. Les sapeurs de la Force Commander Reserve ont participé à l'événement, notamment les soldats français du 13^e régiment du génie et un marin du groupe de plongeurs démineurs de Cherbourg. Après avoir présenté aux enfants les différentes mines auxquelles ils pouvaient être confrontés, ils leur ont expliqué la conduite à tenir en présence d'objets suspects. Cette journée s'inscrivait dans le cadre de la « journée internationale de la sensibilisation au problème des mines et de l'assistance à la lutte antimines » décrétée par l'ONU le 8 décembre 2005.



©EMAC/IAE-GOMI

JUN

Transfert d'autorité de l'hôpital médico-chirurgical de Kaboul



©EMA/ARMÉE DE L'AIR

Dans le cadre de la poursuite du désengagement des forces françaises d'Afghanistan, le transfert d'autorité de l'hôpital médico-chirurgical (HMC) de Kaia (Kaboul International Airport) a eu lieu entre le Service de santé des armées et la Task Force 31, américaine. Le HMC, mis en service le 8 juillet 2009 et placé sous la responsabilité de la France depuis mars 2010, est le premier hôpital construit par l'Otan sur un théâtre d'opération.

JUILLET

Reconnaissance de la rive est du Niger par la force Serval

Un détachement du groupement tactique (GT) Dio de la force Serval a effectué une mission de reconnaissance sur la rive est du fleuve Niger, au nord de Gao, du 2 au 4 juillet. Composé de trois sections de la compagnie d'infanterie du GT Dio, de la section d'aide à l'engagement débarqué, d'un groupe génie et de la section environnement opérationnel, le détachement a reconnu plusieurs itinéraires entre Gao et les villages d'El Farat, Forgho Sonrhay, au nord, et Kokorum, au sud. Environ 1 600 militaires français étaient présents sur le sol malien avant le passage à l'opération Barkhane le 1^{er} août.



©EMA/ARMÉE DE TERRE

JUILLET

Le Président rend visite aux soldats français au Niger et au Tchad

Le président de la République, François Hollande, s'est rendu auprès des forces françaises déployées au Niger et au Tchad, les 18 et 19 juillet. Accompagné de Jean-Yves Le Drian, ministre de la Défense, il a rencontré les militaires du détachement air de Niamey, au Niger, avant de s'envoler pour le Tchad où il a rendu visite aux soldats de la force Épervier. Il a également pu découvrir le site du poste de commandement interarmées de théâtre à N'Djamena, au Tchad, opérationnel depuis le 21 juillet. À Niamey et N'Djamena, le président de la République a présenté la logique qui a prévalu à la réarticulation des forces françaises dans la bande sahélo-saharienne.



©PRÉSIDENTIE DE LA RÉPUBLIQUE

AOÛT

Première patrouille de VBCI dans Bangui

Le 14 août, deux sections du groupement tactique interarmes Acier dotées de véhicules blindés de combat d'infanterie (VBCI) ont effectué leur première patrouille dans la capitale centrafricaine. Leur objectif était de vérifier la praticabilité des nombreux axes empruntés par la force Sangaris au cours de ses missions quotidiennes dans Bangui et ses alentours. Arrivés en Centrafrique le 6 août, les VBCI ont très rapidement été opérationnels malgré une topographie et des conditions météorologiques rendant tout déplacement difficile.

SEPTEMBRE

La France intervient en Irak avec Chammal

Suite aux décisions du Conseil de sécurité des Nations unies allant contre les actions des groupes terroristes, et à la demande des autorités de Bagdad, la France a lancé, le 19 septembre, l'opération Chammal. Elle vise à assurer un soutien aérien aux forces armées irakiennes dans leur lutte contre le groupe terroriste Daech. Commandées depuis le Centre de planification et de conduite des opérations et réalisées sous le contrôle opérationnel du commandant de la zone maritime océan Indien, les missions aériennes sont conduites en étroite coordination avec les autorités irakiennes et le *Coordination Air Operation Center* américain, situé au Qatar. Depuis le 5 octobre, après renforcement du dispositif, les forces françaises s'appuient sur 9 avions Rafale, un avion de ravitaillement C-135 et un avion de patrouille maritime Atlantique 2. Depuis son entrée dans le golfe arabo-persique, la frégate antiaérienne *Jean Bart* participe au contrôle aérien de l'ensemble des moyens présents sur zone.



©EMARMIÉE DE L'AIR



©EMARMIÉE DE L'AIR



©ARMÉE DE TERRE

SEPTEMBRE

La force Licorne mène une mission d'instruction de soldats ivoiriens

Du 1^{er} au 5 septembre, le peloton d'éclairage et d'investigation de l'escadron blindé de la force Licorne a conduit un détachement d'instruction opérationnelle au profit de 50 soldats ivoiriens appartenant au bataillon de commandement et de soutien du camp d'Akwedo, dans le quartier nord d'Abidjan. Forte de ses 450 militaires, Licorne accompagne la réforme de l'armée ivoirienne et maintient une présence militaire en Côte-d'Ivoire pour assurer la protection des ressortissants français.



©CHOD WASHINGTON

OCTOBRE

Réunion des chefs militaires des pays engagés contre Daech

Le 14 octobre, le général Pierre de Villiers, chef d'État-Major des armées, a rencontré à Washington les plus hautes autorités militaires des pays engagés aux côtés des forces armées irakiennes dans leur lutte contre Daesh. Ensemble, ils ont partagé leurs analyses stratégiques sur la situation en Irak et en Syrie. Lors de cette conférence, le général de Villiers a été invité par le général Martin Dempsey, son homologue américain, à présenter son appréciation de la situation au président américain Barack Obama en présence des participants.

OCTOBRE

Saisie de cocaïne aux Antilles

Dans la nuit du 10 au 11 octobre, la frégate *Germinal* a intercepté une embarcation rapide au nord de la péninsule de Guajira. Au cours de cette opération effectuée avec des unités colombiennes, 595 kilogrammes de cocaïne ont été saisis et trois narcotrafiquants appréhendés.



©MARINE NATIONALE

NOVEMBRE

Manuel Valls et Jean-Yves Le Drian au Sahel

Les 22 et 23 novembre, c'est au Tchad, puis au Niger, que le Premier ministre, Manuel Valls, accompagné de Jean-Yves Le Drian, ministre de la Défense, a salué l'engagement des troupes françaises dans le combat mené au Sahel contre les groupes djihadistes armés. Le chef du gouvernement a ainsi souhaité montrer son soutien à l'opération Barkhane lancée en août dernier. *« J'ai suivi avec précision les opérations que vous avez menées ces dernières semaines. [...] Elles ont permis de maintenir la pression sur les groupes terroristes et d'entraver leurs capacités d'action »*, a déclaré Manuel Valls devant les soldats français basés à N'Djamena, la capitale tchadienne.



©M. MEDINA / AFP IMAGEFORUM



LES OPÉRATIONS EN IMAGES



©EMA/ECPAD



©EMA/ARMÉE DE TERRE



5

©EMA/MARINE NATIONALE

1 • Un Rafale engagé dans l'opération Chammal en mission de nuit. **2** • Durant l'opération Sangaris, un groupe du 7^e bataillon de chasseurs alpins investit un village qui a abrité un groupe armé. **3** • Dans la région de Gao, un VBCI de la force Serval sécurise la zone d'atterrissage d'un Tigre en approche. **4** • Au Sud-Liban, des soldats français de la *Force Commander Reserve*, intégrée à la Finul, patrouillent en coordination avec les forces armées libanaises. **5** • Un étraco du *Siroco* intervient au large des côtes somaliennes dans le cadre de l'opération Atalante.

AVRIL

Évaluation en milieu marin des hélicoptères Tigre et Caïman

Trois hélicoptères NH90 TTH Caïman et un Tigre HAD de l'aviation légère de l'armée de Terre ont participé pendant quinze jours à une campagne de navalisation à bord du bâtiment de projection et de commandement *Tonnerre*. Objectifs : évaluer le comportement à la mer de ces aéronefs de nouvelle génération et entraîner leurs équipages dans un environnement maritime. La campagne, supervisée par le groupement aéromobilité de la section technique de l'armée de Terre, s'est articulée en deux phases : l'une réservée aux essais, l'autre à la qualification et l'entraînement des équipages.

S. DZIOBA@MARINE NATIONALE



JUILLET

Accord franco-britannique pour de futurs drones de combat

Jean-Yves Le Drian, ministre de la Défense, a signé le 15 juillet l'accord de coopération franco-britannique FCAS DP (*Future Combat Air System Demonstration Program*) à l'occasion du salon aéronautique de Farnborough qui s'est tenu au Royaume-Uni. Cette convention définit les termes d'une collaboration portant sur la préparation de lancement du programme de démonstration de drones de combat en 2016. Il engage un degré de coopération sans précédent avec les Britanniques sur le futur de l'aviation de combat en Europe. Dassault Aviation, BAE Systems, Thales, Selex, Snecma et Rolls-Royce sont impliqués dans ce projet, depuis les études préparatoires jusqu'à la phase de faisabilité.

R. PELLEGRINO@ECPAD



J.-J. CHATARD@DICO

JUIN

Succès d'Eurosatory

Le plus grand salon international de défense et de sécurité terrestres et aéroterrestres s'est tenu au Parc des expositions de Paris-Nord Villepinte du 16 au 20 juin. Sur plus de 2000 m², le stand du ministère de la Défense présentait les fonctions opérationnelles d'une force de théâtre aux côtés d'un pôle forces spéciales et d'un espace dédié à la recherche et à l'innovation. Quelque 56000 visiteurs ont pu découvrir de nombreux matériels parmi lesquels l'hélicoptère NH90 Caïman, le véhicule blindé de combat d'infanterie (VBCI), le drone Drogen et le camion équipé d'un système d'artillerie (Caesar).



A. DAVID@ARMÉE DE L'AIR

AOÛT-SEPTEMBRE

L'armée de l'Air reçoit deux nouveaux Atlas

Un quatrième et un cinquième A400M ont été livrés au Centre d'expériences aériennes militaires, sur la base aérienne 123 d'Orléans-Bricy. Ces transporteurs voient leurs capacités accrues par rapport aux premiers reçus : ils peuvent dorénavant transporter deux palettes de fret sur leur rampe. Leur domaine de vol est également augmenté, notamment en permettant à l'appareil d'atteindre un plafond de 12000 mètres.

SEPTEMBRE

La Défense au salon du drone

Lors de la 3^e édition du salon du drone, l'UAV Show, qui s'est tenue à Bordeaux-Mérignac du 9 au 11 septembre, la Direction générale de l'armement (DGA) a présenté un drone DT-26 de la société Delair-Tech. Conçu dans le cadre du dispositif Rapid (régime d'appui pour l'innovation duale) destiné aux PME et ETI (entreprises de taille intermédiaire), cet appareil de 8 kilos est capable d'effectuer des missions de reconnaissance et de détecter automatiquement des anomalies comme la présence de personnes et de véhicules, des fuites d'huile ou de gaz, etc. La mise en œuvre et les capacités du drone ont été exposées lors de vols de démonstration effectués sur le camp de Souge.



P. BEN AMAR@DGA.COM

OCTOBRE

Réussite du dernier tir de qualification du MdCN

À la DGA Essais de missiles de Biscarosse (Landes), le 27 octobre, la Direction générale de l'armement (DGA) a réalisé le dernier tir de qualification du système MdCN (missile de croisière naval). Ce tir, représentatif d'un lancement effectué à partir d'une frégate, a satisfait l'ensemble des objectifs du vol. Doté d'une portée de plusieurs centaines de kilomètres, le MdCN est destiné à frapper des objectifs situés dans la profondeur du territoire adverse. Il est complémentaire du missile de croisière aéroporté Scalp dont il est dérivé. Il équipera à partir de 2015 les frégates multimissions, et à partir de 2018, les sous-marins du programme Barracuda.



©DGA ESSAIS DE MISSILES

OCTOBRE

Pose de la première pierre du centre cyber de la DGA

À Bruz (Ille-et-Vilaine), le ministre de la Défense, Jean-Yves Le Drian, accompagné de Laurent Collet-Billon, délégué général pour l'armement, a posé la première pierre du bâtiment ultrasécurisé d'expertise cyber de la Direction générale de l'armement (DGA). À cette occasion, le ministre a insisté sur le rôle essentiel de la cyberdéfense, qualifiée de « quatrième armée », pour la sécurité du pays. Plus de 200 personnes seront recrutées pour rejoindre le pôle DGA Maîtrise de l'information auquel appartient le nouvel édifice. En 2013, près de 800 incidents cyber ont touché la Défense.

OCTOBRE

24^e édition d'Euronaval

Inauguré par Jean-Yves Le Drian, ministre de la Défense, le plus grand salon mondial du naval de défense s'est tenu du 27 au 31 octobre sur le site du Parc des expositions de Paris-Le Bourget. Ce rendez-vous couvre l'ensemble des missions de souveraineté dans le domaine naval militaire ainsi que toutes les actions de l'État en mer (sécurité et sûreté maritimes). Il traite également des activités liées aux drones navals, sous-marins et aériens ainsi que des applications satellitaires dans les domaines de la communication, de la navigation, de la défense et de la sécurité. Sur les 170 m² du stand Défense, ingénieurs de l'armement et opérationnels se sont succédé pour présenter aux délégations officielles les missions et technologies des armées.

NOVEMBRE

Les programmes Scorpion et Phénix officialisés

En un mois, deux programmes d'envergure prennent leur envol ! Ainsi, lors de la seconde partie du volet Défense du projet de loi de finances 2015, Jean-Yves Le Drian a officialisé le lancement de Scorpion, le programme de modernisation de l'armée de Terre. Quelques jours plus tard, le 20 novembre, le ministre de la Défense annonçait que le contrat pour l'acquisition de 12 avions multirôle de ravitaillement en vol et de transport (MRTT) était prêt à être notifié. Conformément à la loi de programmation militaire, la livraison du premier appareil est prévue en 2018, celle du second en 2019. Le nouvel avion prendra le nom d'Airbus A330 Phénix.

JANVIER-FÉVRIER

Premières Rencontres 2020, la Défense ensemble

Du 29 janvier au 13 février, les Rencontres 2020, la Défense ensemble se sont tenues à Paris, Toulon, Metz et Bordeaux. Elles ont permis au ministre de la Défense, Jean-Yves Le Drian, et à ses grands subordonnés d'expliquer au personnel du ministère les réformes engagées dans le Livre blanc et traduites par la loi de programmation militaire. La déflation des effectifs, les restructurations, le soutien et la modernisation étaient au cœur de ces débats.



J.-J. CHATAURDÉCOD



©B. SIDLER

FÉVRIER

Le général Pierre de Villiers devient le chef d'État-Major des armées

À la suite de l'amiral Édouard Guillaud, le général d'armée Pierre de Villiers est devenu le nouveau chef d'État-Major des armées (Cema) le 15 février. Auparavant major général des armées, il était le plus proche collaborateur de l'amiral Guillaud. Il connaît donc parfaitement les enjeux auxquels les armées seront confrontées dans les années à venir. Dès sa prise de fonction, le nouveau Cema s'est rendu au Centre de planification et de conduite des opérations pour effectuer un point de situation avec les commandants des forces engagées dans les principales opérations en cours. Il a également rendu visite aux blessés de guerre soignés à l'hôpital d'instruction des armées Percy.

AVRIL

Lutte contre le harcèlement dans les armées

Le ministre de la Défense s'est vu remettre, le 15 avril à l'École militaire, un rapport d'enquête sur les situations particulières de discrimination et de harcèlement sexuel et moral dans les armées par le général Didier Boelli, inspecteur général des armées, et le contrôleur général Brigitte Debernardy, chargés de l'enquête. À cette occasion, Jean-Yves Le Drian a présenté dix mesures concrètes pour prévenir ce type de risques dans l'armée la plus féminisée d'Europe. Trois d'entre elles sont à retenir : l'inscription du harcèlement au code de la Défense, la mise en place d'une cellule d'accompagnement Thémis qui accueillera et traitera les signalements, ainsi que la production de statistiques.



R. PELLEGRINO@ECPAD



R. SENOUISSI@DICOD

JUIN

70^e anniversaire du débarquement en Normandie

Point d'orgue des commémorations du 70^e anniversaire du débarquement en Normandie, la cérémonie internationale du 6 juin a fait de Ouistreham (Calvados) la capitale du monde. Un rendez-vous avec l'Histoire pour honorer la mémoire de toutes celles et ceux qui ont combattu pour libérer la France. Dans la tribune officielle étaient présents 19 chefs d'État et de gouvernement. Outre François Hollande, les présidents Barack Obama et Vladimir Poutine, la reine Élisabeth II ou encore la chancelière allemande

Angela Merkel avaient fait le déplacement. Autour d'eux, 7 000 invités dont 2 000 vétérans. Dans son allocution, le chef de l'État français a tout d'abord souligné l'incroyable bravoure de ces soldats : « Pour eux, 20 ans, c'était la liberté, c'était l'âge du devoir, c'était l'âge du sacrifice. » Puis il a tenu à rappeler que la reconnaissance de la France ne s'éteindrait jamais. François Hollande a également annoncé qu'il souhaitait que les plages du débarquement soient inscrites au patrimoine mondial de l'Unesco.

JUIN

Meeting pour les 60 ans de l'Aviation légère de l'armée de Terre

Pour fêter ses 60 ans d'existence, l'aviation légère de l'armée de Terre (Alat) avait convié, le 29 juin, de nombreux passionnés à un meeting aérien sur la base de l'École de l'aviation légère de l'armée de Terre au Cannet-des-Maures (Var). Devant 30 000 spectateurs, les soldats de l'Alat ont montré leur savoir-faire : démonstrations en vol, combat aéroterrestre, présentation de matériels au sol. À leurs côtés, d'autres passionnés d'aéronautique, civils et militaires, français et étrangers, ont complété le show.



J.-J. CHATARD@DICOD

JUIN-JUILLET

3^{es} Rencontres militaires blessures et sports



J.-J. CHATARD@DICOD

La 3^e édition des Rencontres militaires blessures et sports (RMBS), organisée par la Cellule d'aide aux blessés de l'armée de Terre, s'est déroulée à Bourges et à Aubigny-sur-Nère, dans le Cher. Rassemblant les militaires français des trois armées et de la gendarmerie, elle a également accueilli des militaires blessés britanniques. Tous sont venus à la rencontre des partenaires de la réadaptation médicale, psychologique, professionnelle et sociale. Lors de ces RMBS, le général Pierre de Villiers, chef d'État-Major des armées, a souligné le rôle fondamental que doit tenir la pratique sportive dans la réinsertion des blessés militaires.

JUILLET

Le Tour de France commémore le centenaire de la Grande Guerre

Cette année, le Tour de France a emprunté durant sept étapes la route du front de 1914-1918. À l'occasion du rendez-vous entre Épernay et Nancy, le ministère de la Défense a signé une déclaration d'intention avec la Française des Jeux (FDJ) rappelant les liens entre la Grande Guerre et la FDJ dont l'ancêtre, la Loterie nationale, avait été créée en 1933 pour venir en aide aux invalides de guerre et anciens combattants. Tout au long de la saison 2014, les cyclistes de l'équipe FDJ ont porté le Bleu de France, symbole de la solidarité envers les anciens combattants, les victimes de guerre, les veuves et les orphelins.



B. LENNON@GETTY IMAGES/AFP

JUILLET

Un 14 Juillet en hommage aux soldats français et étrangers de la Grande Guerre

Avant l'ouverture du défilé sur les Champs-Élysées, une cérémonie a rassemblé le drapeau du régiment d'infanterie chars de marine, unité la plus décorée de France, et 75 emblèmes des pays ayant participé à la Première Guerre mondiale, en présence du président de la République, François Hollande, chef des armées. Lors de ce 14 Juillet, de nombreux

anniversaires ont été fêtés : 80 ans de l'armée de l'Air, 100 ans de la 1^{re} victoire aérienne, 50^e anniversaire des forces aériennes stratégiques et 60^e anniversaire de l'aviation légère de l'armée de Terre. Les fusiliers marins ont rendu hommage à leurs vétérans qui ont écrit les grandes pages de leur histoire lors des combats de Dixmude en 1914.



R. SENOUSSI@DICO

SEPTEMBRE

Le général Jean-Pierre Bosser, chef d'état-major de l'armée de Terre

Le 1^{er} septembre, par décision du ministre de la Défense, le général d'armée Jean-Pierre Bosser a été nommé chef d'état-major de l'armée de Terre (Cemat), succédant au général Bertrand Ract Madoux. Précédemment directeur de la protection et de la sécurité de la Défense (DPSD), le nouveau Cemat a servi à trois reprises au sein du 8^e régiment de parachutistes d'infanterie de marine de Castres, ainsi qu'au sein de la direction des ressources humaines de l'armée de Terre.



J. ROCH@ARMÉE DE TERRE



R. PELLEGRINO/CECPAD

SEPTEMBRE

Le ministre et le chef d'État-Major des armées à la 12^e université d'été de la Défense

Le ministre de la Défense, Jean-Yves Le Drian, et le chef d'État-Major des armées (Cema), le général Pierre de Villiers, ont participé à la 12^e université d'été de la Défense à Bordeaux les 8 et 9 septembre. Lors de ce rendez-vous, Jean-Yves Le Drian a présenté aux parlementaires et industriels présents le bilan 2013 des exportations d'armement, ainsi qu'une étude inédite évaluant l'impact social, économique et technologique

de ces exportations pour la France. Lors de la séance plénière, le Cema a pu aborder les thèmes de la « réassurance à l'Est » et de la défense du flanc sud de l'Union européenne. Il a par ailleurs insisté sur le choix français de se doter d'un modèle d'armée complet, précisant que celui décrit par la loi de programmation militaire 2014-2019 permet de faire face aux risques et aux menaces, y compris dans leur évolution récente au Levant.

SEPTEMBRE

Bégin prend en charge une patiente Ebola

Dans la nuit du 18 au 19 septembre, la France a accueilli pour la première fois sur son sol un malade atteint du virus Ebola. Cette infirmière volontaire de Médecins sans frontières a été rapatriée du Liberia dans un avion spécialement affrété, puis hospitalisée au service des maladies infectieuses et tropicales de l'hôpital d'instruction des armées (HIA) Bégin de Saint-Mandé (Val-de-Marne), un des établissements de santé de référence en France. La patiente est sortie guérie de l'HIA deux semaines plus tard.



C. VENNIN@DICOOD

OCTOBRE

Les forces aériennes stratégiques fêtent leurs 50 ans

Le 14 janvier 1964, le commandement des Forces aériennes stratégiques (FAS) était créé par décret du général de Gaulle. Quelques mois plus tard, la première prise d'alerte nucléaire était réalisée depuis la base aérienne 118 de Mont-de-Marsan par quatre Mirage IV de l'escadron 1/91 Gascogne, armés de la première bombe nucléaire française. Le 3 octobre, à Istres, le général Pierre de Villiers, chef d'État-Major des armées (Cema), a présidé la cérémonie des 50 ans des FAS, accompagné des chefs d'état-major de l'armée de l'Air et de la Marine nationale. Dans son discours, le Cema a mis en avant les militaires qui, quotidiennement, permettent à la France de disposer de cette capacité essentielle à sa sécurité qu'est la dissuasion.



A. COURTILLAT@ARMÉE DE L'AIR

NOVEMBRE

L'Anneau de la mémoire inauguré en hommage aux soldats français et étrangers morts en 1914-1918



Après les commémorations de l'armistice du 11 Novembre à Paris, le président de la République et chef des armées, François Hollande, a rendu hommage aux soldats de la Grande Guerre lors d'une cérémonie au mémorial de Notre-Dame-de-Lorette, plus grande nécropole militaire française, située dans le Pas-de-Calais. Il a inauguré l'Anneau de la mémoire, monument implanté sur un ancien champ de bataille et qui rassemble près de 580 000 noms des soldats tombés au champ d'honneur entre 1914 et 1918, toutes nationalités et toutes religions confondues. Lors de son discours, François Hollande a souligné que « rien ne doit être oublié, mais les morts doivent être salués sans distinction. Ce sont tous des victimes. Les 580 000 noms qui figurent sur l'Anneau de la mémoire sont autant de messages de fraternité et de reconnaissance ».

FÉVRIER

Des députés visitent Balard

Jean-Paul Bodin, secrétaire général pour l'administration, et Claude Preynat-Seauve, délégué pour le regroupement des états-majors, directions et services centraux du ministère de la Défense, ont présenté le 4 février le projet Balard aux représentants de la Commission de la Défense nationale et des forces armées de l'Assemblée nationale. Autour de la maquette du projet, l'équipe de direction d'Opale Défense a détaillé les caractéristiques techniques de cet ouvrage « hors normes » et son état d'avancement caractérisé par le début des aménagements intérieurs. Les parlementaires ont ensuite participé à une visite du chantier.



©COMDCSID

SEPTEMBRE

Le Service du commissariat des armées en charge des GSBdD

Le général d'armée Pierre de Villiers, chef d'État-Major des armées, a présidé le 26 septembre à Salon-de-Provence une cérémonie militaire consacrant le rattachement des groupements de soutien de base de défense (GSBdD) au Service du commissariat des armées (SCA). Le Cema a salué, en présence du directeur central du SCA, le commissaire général hors classe Jean-Marc Coffin, et du sous-chef « performance » de l'État-Major des armées, le vice-amiral d'escadre Éric Chaplet, la création d'un service fort de 25 000 personnes, militaires et civils, dont la vocation est d'assurer le soutien commun des armées (administration des ressources humaines, transport local, alimentation, hébergement, habillement, ameublement, etc.). Le SCA est désormais le garant d'une administration militaire rénovée et performante.



©ARMÉE DE L'AIR



J.-J. CHATAUD@DICOD

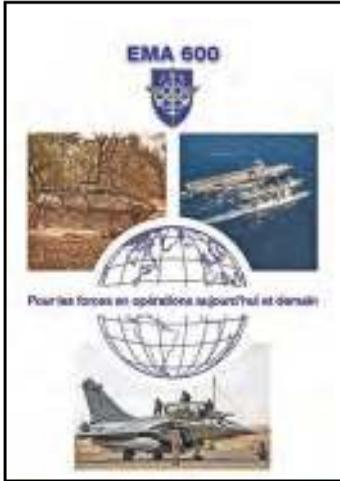
JUILLET

Création du CSOA

Le 1^{er} juillet a vu la naissance du Centre du soutien des opérations et des acheminements ou CSOA, une nouvelle entité résultant de la fusion du Centre interarmées de coordination de la logistique des opérations et du Centre multimodal des transports. Installé sur la base de Villacoublay (Yvelines), cet organisme inédit composé de 180 personnes relève du chef d'État-Major des armées. Le CSOA assure la conduite et la coordination interarmées du soutien logistique des opérations extérieures et intérieures, mais également des exercices majeurs, tout en répondant aux besoins que peuvent exprimer les armées pour satisfaire leur préparation opérationnelle.

SEPTEMBRE

Réorganisation de l'EMA en vue de Balard



Dans le cadre du regroupement des organismes centraux des grands subordonnés du ministre de la Défense prévu pour le printemps 2015 à Balard, l'État-Major des armées (EMA) a remodelé sa structure et son fonctionnement par la conduite du projet « EMA 600 ». Cette réorganisation, portée par l'équipe de commandement constituée autour du chef d'État-Major des armées et des chefs

d'états-majors d'armées, est devenue réalité le 1^{er} septembre. Ainsi, à Balard, 100 postes de l'EMA auront été restructurés et 200 transférés, notamment vers d'autres entités comme la Direction générale des relations internationales et de la stratégie ou la Direction des ressources humaines du ministère.

OCTOBRE

Première réunion du Cicos

Le 14 octobre s'est tenue à Paris la première réunion de commandement du Centre interarmées de coordination du soutien (Cicos). Cet organisme émanant du Centre de pilotage et de conduite du soutien, rattaché à la sous-chefferie « performance » de l'État-Major des armées, s'est vu confier le commandement des 60 commandants des bases de défense et la coordination des soutiens. Il doit aussi contribuer à l'amélioration de la relation entre souteneurs et soutenus et de la qualité des services rendus. Cette première réunion a permis de faire le point avec les acteurs de terrain sur la nouvelle organisation mise en place le 1^{er} septembre.



©ARMÉE DE L'AIR-BA117



OCTOBRE

Annonce des restructurations 2015

Mercredi 15 octobre, le ministre de la Défense, Jean-Yves Le Drian, a annoncé l'ensemble des restructurations 2015 prises dans le cadre de la loi de programmation militaire 2014-2019, votée fin décembre 2013.

Outre la dissolution du 1^{er} régiment d'artillerie de marine et de l'état-major de la 1^{re} brigade mécanisée de Châlons-en-Champagne déjà annoncée, le 8^e régiment de parachutistes d'infanterie de marine de Castres et le 1^{er} régiment de tirailleurs d'Épinal seront « transformés en régiment d'infanterie de nouvelle génération ».

Cinq bâtiments de la Marine seront désarmés. La base navale de l'Adour, à Anglet (Pyrénées-Atlantiques), et le commandement maritime de Strasbourg (Bas-Rhin) seront fermés.

La base aérienne (BA) de Drachenbronn (Bas-Rhin) sera transformée en « élément air rattaché » à la BA 133 de Nancy-Ochey. La dissolution de la BA 102 de Dijon-Longvic (Côte-d'Or) est lancée.

Les activités médicales de l'hôpital du Val-de-Grâce seront progressivement transférées vers deux hôpitaux militaires : Percy à Clamart (Hauts-de-Seine) et Bégin à Saint-Mandé (Val-de-Marne). Au total, 7500 postes doivent être supprimés.

Enfin, l'ensemble des états-majors et des directions de services sera réuni sur le site parisien de Balard. Ce regroupement se traduira notamment par le transfert du personnel de la Direction générale de l'armement, actuellement implanté à Bagnex (Hauts-de-Seine), ainsi que celui d'une partie du personnel de la Direction du renseignement militaire installée actuellement à Creil.

L'art en pre

Qu'ils aient été simples soldats, artistes amateurs ou célèbres, de nombreux participants de la Grande Guerre ont éprouvé le besoin de traduire en dessin, peinture, photo... l'horreur du conflit comme son quotidien. Un ensemble de quelque 500 œuvres est présenté au musée de l'Armée jusqu'à fin janvier.

Qu'ont en commun Fernand Léger, André Masson, Guillaume Apollinaire et les opérateurs du service de cinéma des armées de 1914-1918? Tous ont consacré une partie de leur carrière à dessiner, peindre ou filmer la Première Guerre mondiale.

Cent ans après le début du conflit, cette particularité leur vaut d'être réunis dans « *Vu du Front. Représenter la Grande Guerre* ». Organisée par le musée de l'Armée et la Bibliothèque de documentation internationale

contemporaine, cette exposition rassemble près de 500 tableaux, dessins, photographies, films ou objets au sein des Invalides.

« *À travers différentes formes d'art, nous avons voulu montrer comment les contemporains ont représenté la guerre, que ce soit des amateurs, des soldats, mais aussi des artistes envoyés au front* », explique Caroline Fieschi, l'une des six commissaires de l'exposition. Au début du xx^e siècle, la peinture est encore une source d'information largement diffusée. Les Européens ont alors en tête des images

de guerre issues d'œuvres inspirées par le conflit franco-prussien (1870-1871), l'affrontement russo-japonais (1904-1905) et les guerres des Balkans (1912-1913). Des peintures traitées la plupart du temps de manière académique, à une époque où l'héroïsme et le patriotisme militaire occupent une place essentielle dans l'art. Les premières salles de l'exposition sont donc consacrées à ces représentations. « *Quand le conflit éclate, en août 1914, la presse utilise très souvent ces images pour parler de la mobilisation et des combats* », explique Caroline Fieschi.

Rupture dans la représentation de la guerre

Mais, afin de représenter l'engagement des hommes sur le front occidental, les journaux engagent très vite des artistes, illustrateurs en majorité. La découverte du combat, l'expérience du front, l'apparition des tranchées sont autant de bouleversements qui trouvent écho dans leurs œuvres. La violence des champs de bataille marque de ce fait une rupture dans la représentation de la guerre.

Un peintre en particulier incarne ce changement : Félix Vallotton. À l'heure de la mobilisation, il a 49 ans et une longue carrière d'artiste. ■■■



PHOTOS : R. SENO, USSI @ DICOD

mière ligne



Ci-dessus : *Verdun*, tableau de guerre interprété, projections colorées noires, bleues et rouges, terrains dévastés, nuées de gaz, de Félix Vallotton (1917).
En bas à gauche : *The Tin Hat*, « le casque d'étain » (1916). Bronze de l'Américain Jacob Epstein, pionnier de la sculpture moderne.

Les principaux artistes de l'exposition

Guillaume Apollinaire (1880-1918)

Né en Pologne et naturalisé français en 1916, il est l'un des poètes les plus importants du début du **xx^e** siècle.

Fernand Léger (1881-1955)

Ce peintre français est aussi décorateur, céramiste, sculpteur, dessinateur, créateur de cartons, tapisseries et vitraux...

André Masson (1896-1987)

Peintre français, il participe au mouvement surréaliste du début des années 1920 à la fin des années 1950.

Roger de La Fresnaye (1885-1925)

D'abord marqué par Cézanne dans ses paysages, ce peintre français s'oriente ensuite vers le cubisme.

Jacques Villon (1875-1963)

Peintre et graveur, il participe aux mouvements fauviste, cubiste et impressionniste abstrait.

Kobayashi Kiyochika (1847-1915)

Cet artiste japonais est connu pour ses scènes des environs de Tokyo reflétant la transformation due à la modernité.



Casque d'un soldat blessé présenté devant le panneau d'un éclaté d'obus de 75 mm. Afin d'étudier les effets de ces explosifs, les artilleurs les faisaient fréquemment sauter dans un réceptacle, puis constituaient ce type de support.

■ ■ ■ Naturalisé français en 1900, il se voit cependant refuser son incorporation en tant que soldat. Mais, dans le cadre des missions d'artistes aux armées instituées à l'automne 1916, il va se rendre sur le front. Fin 1917, il réalise *Verdun*, un tableau qui rend compte de la force et du son de la guerre. Pour ce faire, il casse son style, abandonne ses courbes, et compose sa toile avec des grandes lignes droites. Sa peinture a été choisie par les commissaires pour l'affiche de l'exposition.

Vers 1915, la photographie et le cinéma font une apparition massive sur le champ de bataille. Très vite, les armées saisissent l'importance de ces médias et tentent d'en réguler la production. À travers trois films sur la bataille de la Somme, chacun réalisé par un belligérant, l'exposition met en relief le cinéma comme nouvelle arme de propagande durant la guerre. Parallèlement à cette communication institutionnalisée, les documents amateurs produisent une image plus fidèle de l'engagement. En s'installant dans la durée, la nature même du conflit change, se figeant

en guerre de position. C'est pourquoi la troisième partie du parcours met l'accent sur cet affrontement interminable et le quotidien marqué par la vie dans les tranchées. « *La représentation du conflit suit l'évolution des champs de bataille*, souligne Anthony Petitjeu, responsable des collections de photographies du musée de l'Armée, également commissaire de l'événement. *Mais ce qui est vu sur le front n'est pas forcément ce qui est montré à l'époque au public.* »

La mémoire du front

La dernière partie de l'exposition est consacrée à la fin du conflit et à sa mémoire. Le retour du front, la victoire, les mutilés de guerre sont autant de thèmes portés par les artistes. Pour clore le parcours, les organisateurs ont mis en avant plusieurs dessins réalisés par André Masson. Dans cet ensemble de 1970, l'artiste représente son traumatisme de la Grande Guerre. Seule œuvre postérieure à 1918 présentée, elle souligne à quel point les contemporains ont pu être marqués par ce

conflit. De son engagement dans les combats et de cette série de dessins, André Masson confiera, en 1974, qu'il lui a suffi de quelques semaines d'expérience guerrière pour qu'il passe d'une émotivité excessive et tendre à une brutale insensibilité. « (...) *Il a fallu de longs mois pour que "je revienne à moi" en prenant cette expression dans sa plénitude. Ce moi avait été sacqué pour toujours.* » L'exposition rend ainsi un bel hommage à ces artistes de la génération du feu, engagés sur le front. « *Nous espérons aussi que les visiteurs poursuivront leur réflexion et qu'ils s'interrogeront sur la représentation des guerres aujourd'hui* », conclut Caroline Fieschi. ■

Paul Hessenbruch

Infos pratiques

Exposition jusqu'au 25 janvier. Tous les jours de 10h à 18h. Hôtel national des Invalides, musée de l'Armée, Paris, 7^e. www.musee-armee.fr

ARMÉES D'AUJOURD'HUI

Au service des autres

Chef d'entreprise de 71 ans, Bertrand Dunoyer de Segonzac est engagé dans le monde associatif depuis plus de trente ans. Très attaché à l'institution militaire, il a participé à la création de Solidarité Défense en 1994. Il y soutient avec toujours autant d'ardeur blessés et familles.

« **Ê**tre bénévole, c'est non seulement donner de son temps, mais c'est aussi apporter sa différence, ses compétences et sa motivation », estime Bertrand Dunoyer de Segonzac. Soutien aux réfugiés, aux mal-logés ou aux handicapés, ce chef d'entreprise de 71 ans s'investit pour les autres depuis plus de trente ans. Son engagement et ses actions illustrent son goût du partage. « Il prend à cœur les causes qu'il défend et ne lâche rien », souligne l'un de ses proches. Fils de général,

et d'assistance aux réfugiés (Asar), car « constater l'extrême pauvreté lors de mes déplacements a sans doute ravivé la nécessité qui sommeillait en moi de "faire quelque chose" », explique-t-il avec émotion.

En 1993, le chef d'état-major de l'armée de Terre crée, à l'instigation de l'amiral Jacques Lanxade, alors chef d'État-Major des armées, la Cellule d'aide aux blessés de guerre de l'armée de Terre, la Cabat. Le Cema souhaite élargir ce type de prise en charge à tous les blessés en service en

militaires et civils qui se connaissent mal, car, explique-t-il : « L'hôpital représente un traumatisme. Lorsqu'on est blessé ou malade on a l'impression de vivre une agression permanente alors même que le personnel médical ne nous veut que du bien. » Face au jargon militaire et médical, l'infatigable bénévole utilise un vocabulaire que les familles comprennent dans les moments les plus difficiles.

Depuis quatre ans, Bertrand Dunoyer de Segonzac aide le caporal-chef Alexandre Delot – jeune soldat des troupes de marine gravement blessé en Afghanistan – à se reconstruire pour qu'il accède à son vœu le plus cher, « retourner au service actif ». « Ce qui intéresse Bertrand, c'est de nouer une relation de confiance qui s'inscrit dans la durée, en dehors de l'hôpital, explique ce blessé. Il dramatise tout avec beaucoup d'humour. » Concerts, balades à moto dans Paris ou régates en voilier, les activités proposées par l'homme rompent avec les méthodes classiques du bénévolat. « Parce que je ne suis pas militaire, mais que je connais bien l'institution, j'apporte une vision différente des choses, des modalités d'action et parfois des solutions inattendues. »

À l'ère du virtuel et de l'individualisme, œuvrer pour les autres permet aussi de recréer du lien social. C'est ce que fait Bertrand Dunoyer de Segonzac en participant aux colis de Noël, une opération organisée par Solidarité Défense qui resserre les liens entre les militaires en opérations extérieures et la nation. « Ceux qui nous défendent ont besoin de nous. Les fêtes de fin d'année représentent un moment compliqué car c'est d'abord un temps de partage en famille. En opérations, nos soldats sont loin des leurs : il est important de montrer qu'on ne les oublie pas. » ■

Sandra Lewinski

« Ce qui intéresse Bertrand, c'est de nouer une relation de confiance qui s'inscrit dans la durée. »

ce civil profondément attaché à l'institution militaire se bat également aux côtés des blessés et des familles en difficulté. Quatrième enfant d'une fratrie de dix, il dit avoir « appris à agir gratuitement, sans jamais ne rien attendre ». La famille apparaît comme l'une des valeurs motrices de cet altruisme et son père, fondateur de l'action sociale des armées, a influencé son parcours.

Bénévole au sein de la Société de Saint-Vincent-de-Paul à l'âge de 17 ans, il s'engage réellement dans l'associatif aux débuts des années 1980, touché par la tragédie des boat people. Amené à voyager à l'étranger en tant que directeur d'une société d'informatique, il fonde sa propre structure, l'Association de soutien

montant une structure associative. Bertrand Dunoyer de Segonzac, qu'il connaît bien, met à profit son expérience et participe à la mise en place d'une association civile. Solidarité Défense voit ainsi le jour en 1994. Complémentaire de la Cabat, mais indépendante, elle se veut le témoin de la solidarité civile à l'égard de la collectivité de la Défense. L'aide y prend diverses formes auprès des blessés hospitalisés et de leurs familles : soutien moral et matériel, aide juridique, visites aux soldats hospitalisés... Bertrand Dunoyer de Segonzac devient entre autres le trésorier de la structure. Parfois à l'origine d'actions ou simple maillon d'une longue chaîne de solidarité, le chef d'entreprise se définit comme un traducteur entre les mondes hospitaliers,



BERTRAND DUNOIER DE SEGONZAC en six dates

- | | | | | | | | | | | | |
|------|----------------------------|------|--|------|--|------|---|------|--|------|---|
| 1943 | Naissance à Vizille, Isère | 1960 | Premier engagement bénévole au sein de la Société de Saint-Vincent-de-Paul | 1994 | Création de l'association Solidarité Défense | 2005 | S'engage dans l'Association d'accompagnement et de réinsertion des personnes handicapées psychiques | 2006 | Nommé chevalier de la Légion d'honneur | 2014 | Reçoit une médaille de bronze pour acte de courage et de dévouement |
|------|----------------------------|------|--|------|--|------|---|------|--|------|---|



©THE PICTURE DESK

Le général américain George S. Patton en mars 1943

Considéré par les Allemands comme l'un des meilleurs généraux alliés, le charismatique officier prend le commandement de la *First Us Army Group*, unité fantôme imaginée par la *London Controlling Section*. Cette nomination renforce les nazis dans leur idée qu'un débarquement allié aura lieu dans le Pas-de-Calais. En secret, le général entraîne cependant la 3^e armée américaine avec laquelle il interviendra en Normandie fin juillet 1944.

Stratégie

Londres, capitale de la mystification

Créée en 1941 par Winston Churchill, la *London Controlling Section* conçoit et dirige des opérations de désinformation et de diversion à destination de l'Axe. À son actif, le célèbre plan Fortitude monté pour tromper les Allemands sur le lieu d'un futur débarquement allié en Europe.

Procédé vieux comme le monde, la mystification pour tromper l'ennemi a pris une place de plus en plus significative dans les stratégies militaires. Durant le xx^e siècle, qui a connu les deux plus grands conflits mondiaux, elle a été largement utilisée, notamment au cours de la Seconde Guerre mondiale.

En avril 1941, sur les conseils d'officiers de l'armée britannique, le premier ministre Winston Churchill décide de fonder la *London Controlling Section* (LCS), un organisme qui a pour unique mission de concevoir, diriger et coordonner les actions d'intoxication à destination de l'ennemi. Oliver Stanley, ancien ministre de la Guerre, en prend les rênes avant d'être remplacé en 1942 par son adjoint et fin stratège, le colonel John Bevan, un proche de Churchill appartenant au milieu bancaire et mobilisé dès le début de la guerre au sein de l'*Intelligence Corps*. Une fois les décisions et les plans de mystification validés par le commandement suprême de la force alliée, la section a pleine autorité pour mettre en œuvre les subterfuges. Pour cela, des comités de liaison sont placés au sein des directions des différentes armées et services alliés. Deux officiers britanniques sont ainsi détachés aux États-

Unis pour créer, dès l'entrée en guerre des Américains, en décembre 1941, un « organisme de direction de la tromperie » : le *Joint Security Control*. Sa mission, à l'instar de la LCS, sera de coordonner les missions d'intoxication en dehors du théâtre européen.

Au cours de la guerre, la section mettra en œuvre des dizaines d'opérations dans le plus grand secret. Churchill en personne propose des idées et participe aux subterfuges mis en place, incitant également les dirigeants alliés à jouer le jeu. Sur demande de Bevan,

le premier lord de l'amirauté invitait par exemple régulièrement Roosevelt à distiller de fausses informations dans ses discours. Feinte que Churchill utilisait également dans ses prises de paroles publiques. Le roi d'Angleterre, George VI, participa lui aussi à la supercherie en inaugurant le faux port pétrolier militaire de Douvres, dans le sud-est du pays. Le maire de la ville avait alors exprimé publiquement son enthousiasme, arguant que cette installation constituerait un atout pour la ville une fois la guerre terminée. Information très vite arrivée aux oreilles

des Allemands qui perçurent ce port comme une nouvelle menace.

En 1944, alors que les Alliés finalisent la préparation d'Overlord, l'opération de débarquement en Normandie, l'une des plus grandes intoxications de la Seconde Guerre mondiale est lancée avec le plan Bodyguard. Préparé minutieusement depuis 1943, il vise à tromper les armées de l'Axe en Europe afin de couvrir, favoriser et maintenir secret les deux grands débarquements qui sont prévus pour 1944 dans le nord et le sud de la France. La plus vaste opération de ce plan porte le nom de Fortitude. Tandis que sa première partie vise à faire croire qu'un assaut se prépare en Norvège et dans les pays scandinaves, sa seconde partie, baptisée Fortitude Sud, a pour objectif de créer la confusion et de disperser les

Churchill en personne propose des idées et participe aux subterfuges mis en place.

troupes allemandes à l'approche du Jour J, tout en préservant le secret du lieu qui avait été choisi pour la véritable opération de débarquement.

C'est pourquoi, en mars, le comté de Kent, dans le sud-est de l'Angleterre, accueille une véritable armée fictive. Camions, chars et pièces d'artillerie gonflables sont déployés en même temps que des navires et avions en bois peints, visuellement identiques aux vrais appareils. Des campements vides, dans lesquels on simule quotidiennement l'activité de bataillons entiers, sont installés. Poussée à ■■■

■ ■ ■ l'extrême, l'opération d'intoxication va jusqu'à faire appel à des vétérans de l'armée britannique pour réaliser de fausses manœuvres, afin de donner l'impression d'une importante activité dans le secteur. Un spectacle entièrement conçu à destination des pilotes espions allemands. Mais, pour John Bevan, « *un bon décor ne fait pas une bonne pièce* ». Manquaient alors les dialogues. Un aspect non négligeable d'autant plus que les services de renseignement allemands excellaient dans le domaine des écoutes et des interceptions des messages. La « force fantôme » sort alors de son silence, multipliant les faux échanges radio, les télégrammes et les messages codés, les allées et venues de véhicules et de convois... avec toujours comme objectif de berner les espions ennemis. De l'extérieur, tout semble indiquer que cette force, nommée la *First US Army Group*, prépare une vaste invasion par le Pas-de-Calais. À sa tête, les Alliés ont placé le général George S. Patton, rendu célèbre et craint des Allemands après ses victoires en Afrique du Nord et en Sicile. Un commandement fictif pour une

armée fantôme (elle était surnommée la « *Patton's Ghost Army* ») puisqu'en réalité, Patton s'occupait discrètement de l'entraînement de la 3^e armée américaine qui, elle, se préparait réellement à débarquer. Le général en prendra d'ailleurs le commandement lors de l'été 1944 pour renforcer les troupes déjà déployées en Normandie.

Garbo et Brutus, efficaces agents doubles

Parallèlement, les services secrets britanniques s'appuient sur le talent de plusieurs agents doubles acquis à la force alliée pour renforcer la crédibilité des subterfuges mis en place par la LCS. Parmi eux, deux agents se démarquent. « Garbo », qui se nomme en réalité Joan Pujol Garcia, est un Catalan ayant vécu la guerre civile espagnole dont le pseudonyme allemand est « V-Mann Arabal ». Il commence sa carrière d'espion de façon autonome après avoir été recruté par les services de renseignement du Reich, en leur fournissant de sa propre initiative de fausses informations. « Brutus », dont le vrai nom est Roman Garby-Czerniawski, est un

ancien officier polonais connu par les nazis sous le nom de code « V-Mann Armand ». Expatrié en France, il fonde le réseau interallié avant d'être capturé par les Allemands et d'accepter, par ruse, de travailler pour eux. Tous deux sont considérés par les services de renseignement allemands comme les meilleures sources grâce aux informations fiables qu'ils fournissent régulièrement à leurs officiers traitants allemands. Et pour cause, puisqu'ils tiennent leurs révélations directement des services alliés.

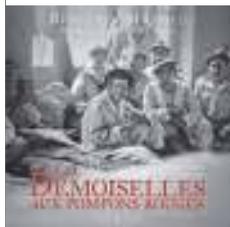
Associée à d'autres opérations d'intoxication à travers l'Europe (dont les principales sont Vendetta au large de Marseille, Ironside sur les côtes bordelaises et Copperhead dans le détroit de Gibraltar), la diversion fonctionne. Orientés par les stratagèmes de la LCS, les Allemands considèrent dans un premier temps le débarquement en Normandie comme un leurre servant à masquer une seconde incursion plus importante par le Pas-de-Calais. Une stratégie qui permet aux Alliés de prendre pied en Normandie et d'entamer la Libération de l'Europe ■

Loïc Picard

Reconstitution de la salle des cartes au cœur du bunker qui abritait le cabinet de guerre de Winston Churchill. Situé près de Westminster, le lieu accueillait également les réunions de la *London Controlling Section* créée par le Premier ministre. Celui-ci suivait de près le travail de cette structure ultra-secrète.



ARMÉES D'AUJOURD'HUI



LES DEMOISELLES AUX POMPONS ROUGES

La résistance héroïque des fusiliers marins à Dixmude

Ils venaient de Cherbourg, de Brest et de Lorient. Ils avaient à peine 17 ans et leurs visages imberbes leur avaient valu le surnom de « demoiselles ». En août 1914, 6500 fusiliers marins arrivent à Paris pour prêter main-forte à l'armée de Gallieni. Mais les « pompons rouges » n'auront pas le temps de s'éterniser dans la capitale. Après le « miracle de la Marne », ils sont envoyés sur les rives de l'Yser, près de la cité drapière de Dixmude. Aux côtés de 5000 alliés belges et de 2000 frères d'armes sénégalais, ils résisteront pendant quatre semaines aux 40000 soldats aguerris du duc de Wurtemberg. Dixmude est l'une des pages méconnues et héroïques de l'histoire de la marine française. À l'occasion du centenaire de cette bataille, ce bel album rend hommage aux fusiliers marins de Dixmude et à leur esprit de corps, vaillants jusque dans la glaise des Flandres.

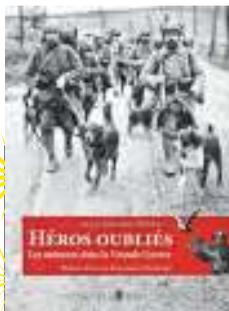
Benjamin Massieu,
éd. Pierre de Taillac,
160 p., 19,90 €

LA LIBÉRATION DE L'ALSACE

Septembre 1944 - mars 1945

En juillet 1940, l'Alsace n'est pas seulement occupée. Annexée de facto, elle devient, avec la Moselle, un territoire du Reich sur lequel s'abat, comme nulle part ailleurs en France, la brutalité de l'administration nazie. Quatre ans plus tard, l'offensive alliée piétine aux portes des Vosges. La combativité de la Wehrmacht redouble et, pour Hitler, perdre l'Alsace c'est accepter l'invasion de l'Allemagne. La libération de la région durera donc six mois et donnera lieu à des combats acharnés. Dans son dernier ouvrage, l'historien Eugène Riedweg retrace dans le détail et avec son habituel talent de narrateur cette ultime étape, meurtrière et méconnue, de la libération de la France.

Eugène Riedweg,
éd. Tallandier, 378 p.,
21,90 €



HÉROS OUBLIÉS

Les animaux dans la Grande Guerre

L'ordre de mobilisation du 2 août 1914 a ordonné « la mobilisation des armées de terre et de mer, ainsi que la réquisition des animaux, voitures et harnais nécessaires au complément des armées ». Oublié durant près d'un siècle, le rôle de tous ces animaux mobilisés est aujourd'hui mis en lumière, notamment depuis la parution du roman de Michael Morpurgo, *Cheval de guerre*, et sa mise à l'écran par Steven Spielberg. Le chien donne l'alerte ou recherche les disparus, le pigeon transmet les ordres, l'âne et le cheval transportent les canons, la troupe et les blessés... Dans cette mobilisation totale des animaux, les chevaux seront en premières lignes et, comme les cavaliers qui les montent, ils seront décimés dans les premières batailles des frontières. Cependant, la puissance assourdissante de l'artillerie rend rapidement impossible une exposition au feu des animaux. Cet ouvrage passionnant décrit des aspects méconnus de la Grande Guerre et montre tout ce qui fut construit et détruit entre l'homme et l'animal durant ces quatre années.

Jean-Michel Derex,
éd. Pierre de Taillac,
176 p., 26, 90 €

CADETS

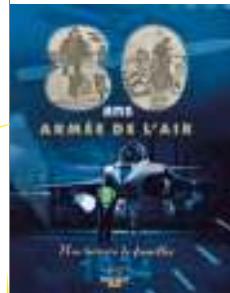
Au cœur des académies militaires

Le photographe italien Paolo Verzone, qui avait sillonné les plages européennes durant plusieurs années, avait rapporté de son périple une galerie de portraits mémorables et un album, paru en 2012, *Seeuropeans*, sur l'Europe des familles en villégiature. Aujourd'hui, c'est l'Europe des « cadets » des académies militaires qui se fige devant son objectif. Les élèves officiers ont pu choisir leur pose, leur uniforme ainsi que les lieux qui, pour eux, portent l'histoire de leur École. De superbes photographies dévoilent ainsi les



traditions, mais aussi la féminisation, l'excellence technologique ou les exigences physiques de ces académies militaires. Un album original par lequel Paolo Verzone poursuit sa quête de l'identité européenne.

Paolo Verzone,
Catherine Sauvat,
éd. de La Martinière,
216 p., 42 €

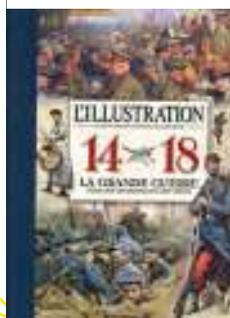


80 ANS ARMÉE DE L'AIR

Une histoire de familles

L'armée de l'Air souffle cette année ses quatre-vingts bougies. Cet album retrace ces huit décennies d'innovations, d'engagements, de sacrifices aussi. Dix chapitres résument les grandes étapes de cette rétrospective, depuis les balbutiements de l'aéronautique militaire jusqu'aux missions récentes au Mali. Des témoignages d'aviateurs et de leurs familles éclairent aussi la vie quotidienne des engagés, l'organisation des unités, ainsi que les évolutions constantes de l'institution. Un ouvrage publié par l'armée de l'Air avec le concours de l'Établissement de communication et de production audiovisuelle de la Défense.

Lieutenant Alexandra Lesur-Tambuté,
coédition Sirpa Air/ECPAD
232 p., 29 €,
www.boutique.ecpad.fr



L'ILLUSTRATION 14-18 La Grande Guerre telle que les Français l'ont vécue

L'Illustration a été, depuis son lancement en 1843, l'un des principaux hebdomadaires illustrés en France. En 1906, il devient même le premier magazine au monde. Lorsque la guerre éclate, en 1914, le journal se mobilise, lui aussi, pour couvrir les hostilités en France, en Russie, en Serbie et en Afrique. Des milliers de photos, d'articles, de croquis composeront pendant cinq ans le tableau imagé de la guerre. Les plus grandes pages de ce tableau sont aujourd'hui de nouveau publiées. Dès la première page, l'histoire de la Première Guerre mondiale redevient soudainement la « Der des ders », une actualité convaincue de la victoire prochaine de la France. Les taxis de la bataille de la Marne – dont la légende naîtra plus tard – ne sont pas évoqués, contrairement à la perspicacité indiscutable de Nivelle, sauveur annoncé du pays. Une réédition passionnante pour mesurer les abîmes entre la narration sur le vif et ce que l'histoire retient.

**Sous la direction
de Jean-Louis Festjens,
éd. Michel Lafon,
321 p., 39,95 €**

DVD : LA GRANDE GUERRE DES NATIONS, 1914-1918,

Cette série documentaire réalisée par l'historien Éric Deroo donne la parole aux plus grands spécialistes de la Première Guerre mondiale. Une approche thématique s'appuyant sur les recherches les plus récentes permet d'éclairer certains aspects décisifs du conflit : l'organisation économique des belligérants, le rôle crucial de la propagande, les innovations techniques, notamment dans l'industrie de



l'armement. Un coffret de 3 DVD pour 7 épisodes qui participent au renouvellement des études sur la Première Guerre mondiale. Une coproduction de l'Ina et de l'Ecpad.

**Série réalisée par
Éric Deroo, Ina
Éditions, 420 mn,
29,95 €, www.boutique.
ecpad.fr**



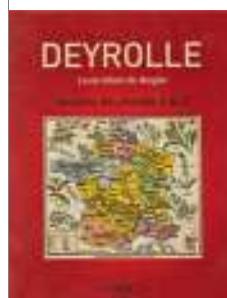
L'HISTOIRE DE FRANCE De l'ombre à la lumière

Ce dernier ouvrage de l'historien Dimitri Casali se présente comme une simple histoire de France « telle qu'on ne l'apprend plus ». Sans être passéiste, cet épais manuel prend volontairement appui sur les grandes figures de l'histoire hexagonale : Clovis, Charlemagne, Saint-Louis, François I^{er}... De Gaulle, ainsi que sur les événements fondateurs de la communauté nationale. Loin de tout angélisme, cette histoire tente de repenser des préjugés, insiste sur ce qui disparaît parfois des manuels et déconstruit les simplifications, au terme desquelles le passé devient manichéen. Un livre franc dans ses intentions, parfois polémique, toujours intéressant.

**Dimitri Casali,
éd. Flammarion,
320 p., 35 €**

DEYROLLE, Leçons de choses, tomes 1 et 2

La maison Deyrolle est un lieu unique à Paris, où se côtoient dans une intimité figée et troublante les spécimens d'une des plus belles collections privées d'animaux naturalisés. Mais Deyrolle, c'est aussi les murs d'école de nos enfances. Dès 1866, l'atelier de taxidermie a édité dans tous les domaines – zoologie, botanique, minéralogie, géographie, instruction civique... – des milliers de planches



murales destinées à l'enseignement primaire et secondaire. Les éditions Michel Lafon ont réuni plus de 400 de ces planches qui ont durablement investi l'imagination des écoliers, non seulement en France, mais aussi dans les très nombreux pays où elles furent traduites. Un ouvrage exceptionnel où, page à page, se feuilletent une culture et une mémoire communes.

**Présenté par Louis-
Albert de Broglie,
éd. Michel Lafon,
coffret de 2 vol., 32,95 €**

BÂTISSEURS DE CATHÉDRALES, Strasbourg, mille ans de chantiers

Ce très beau livre de la collection de référence « La grâce d'une cathédrale » raconte l'histoire de la cathédrale de Strasbourg et de l'Œuvre Notre-Dame, l'institution municipale qui gère tous ses aménagements depuis le XIII^e siècle. Charpentiers, tailleurs de pierre, verriers, forgerons, maîtres d'œuvre, tous les corps de métiers sont étudiés pour comprendre les techniques et les innovations qui permirent d'ériger ce vaisseau de lumière. Rédigé par des spécialistes, historiens, architectes, sculpteurs, depuis longtemps investis dans la Fondation de l'Œuvre Notre-Dame, le texte, vivant et précis, est continuellement porté par une iconographie lumineuse.

**S. Bengel,
M.-J. Nohlen, S. Potier,
C. Kelhetter, coédition
La Nuée bleue/Place
des Victoires,
288 p., 29 €**

